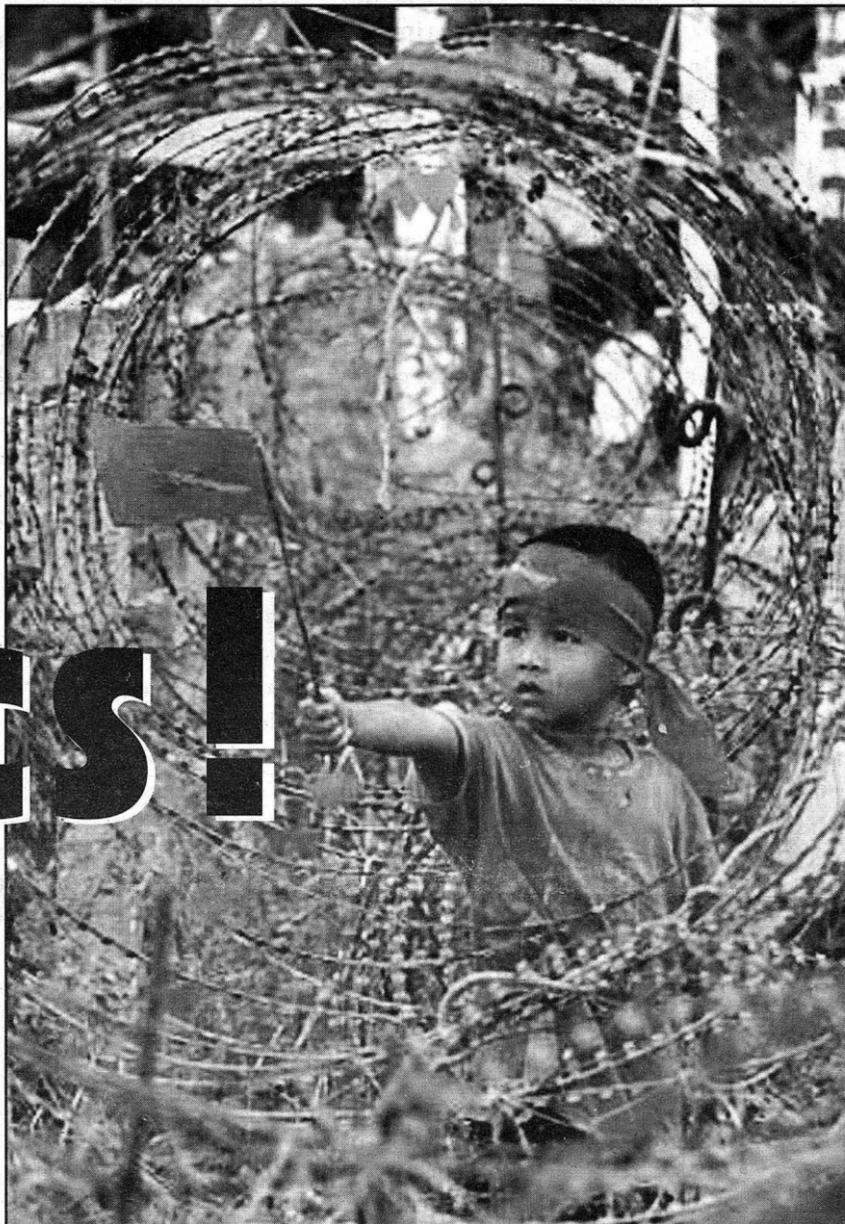


Europe du fric, Europe des flics!



AU PREMIER semestre 2002, l'Espagne présidera l'Union européenne : l'État policier se renforce. Ce sera un semestre dur à vivre parce qu'ils prétendent renforcer l'« espace commun de sécurité », que l'on peut traduire par « mise en place d'un État policier », avec la montée en puissance d'Europol qui en découlera et de la possible création d'une police anti-émeute européenne, entre autres mesures. Les différents groupes anti-globalisation préparent des réunions alternatives et des manifestations avant les réunions qui auront lieu dans le pays pendant ce semestre.

« La sécurité est un des piliers sur lesquels s'appuiera la présidence espagnole de l'UE de l'année qui vient. Le gouvernement espagnol favorisera le renforcement d'Europol – la police européenne – et les relations de l'UE avec Interpol » (déclaration de Ana María Pastor Julian, sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur en juillet 2001).

L'Espagne présidera l'Union européenne pendant le premier semestre de l'année 2002, en ayant reconnu que son mandat va être consacré, plus qu'à des matières sociales ou économiques, à la promotion du rôle de la police à travers le continent et sur l'établissement de trois accords :

1. La définition commune de l'infraction de terrorisme pour tous les pays de l'Union et les peines applicables à cette infraction.

2. La reconnaissance mutuelle des résolutions judiciaires, établissant les bases de l'espace judiciaire européen.

3. L'approbation du mandat de recherche et capture (Euro-mandat), faisant disparaître les processus d'extradition.

Avec l'excuse éculée du terrorisme,

L'ombre du franquisme s'étend

L'Union européenne prétend, prioritairement, criminaliser tout type de dissidence politique qui s'oppose, bien que pacifiquement, à la pensée unique et au processus de globalisation et dont la croissance vertigineuse a pris par surprise nos politiciens à Prague, Davos, Barcelone ou Gênes, en se basant sur l'expérience répressive espagnole vis-à-vis des groupes dissidents (comme le mouvement des squats) pour, avec l'application d'une réglementation qui va être créée sous la présidence espagnole (vague et ambiguë définition de terrorisme dans laquelle on inclut tout type de dissidence; l'annulation des actuelles garanties dans les processus d'extradition, l'Euro-mandat de recherche et capture, la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires), et exterminer la dissidence anti-globalisation.

La Convention d'Europol a été signée sous la présidence espagnole précédente (second semestre de 1995). La création d'Europolice, comprenant une police anti-

émeute européenne, est l'aspiration de la nouvelle présidence espagnole de l'Union dans le premier semestre 2002.

Pour faire monter la mayonnaise, le parlement européen demande dans sa première réunion de septembre de cette année « que l'Union européenne soit dotée d'urgence d'instruments policiers et judiciaires suffisants pour faire face au phénomène terroriste de manière coordonnée entre les États membres ».

Mais ne nous trompons pas, « le phénomène terroriste » qui, selon l'UE, frappe l'Europe durant ces dernières années, n'est pas celui qui est pratiqué avec des armes (il n'existe aucun type d'organisation armée qui agit au niveau européen; et, localement, seule l'ETA a une activité continue qui affecte un seul pays de l'Union), mais plutôt les groupes qu'Europolice elle-même définit comme « radicaux » ou « anarchistes » et qui peuvent être définis comme anti-globalisation, groupes qui ont

eu un rôle important dans toutes les réunions du G8 (Gênes), FMI (Barcelone) ou dans les sommets de l'Union européenne (Göteborg).

De fait, lors de la réunion du conseil des ministres de la Justice et de l'Intérieur des pays de l'Union, tenue à Bruxelles le 13 juillet 2001, et consacrée à des sujets de sécurité, on a pris exclusivement cinq accords pour sauvegarder la sécurité des réunions du Conseil européen « et d'autres événements qui peuvent avoir un impact comparable » (comprenez les réunions du G8, du FMI et de la BM, ou similaires). Dans ladite réunion, ils se sont montrés préoccupés par la sécurité de ces événements, non par l'éventualité d'attaques terroristes, mais plutôt, selon le Conseil, « envers des actes de violence qui pourraient être menés à bien, profitant des manifestations publiques » (cette réunion a eu lieu après la réunion du sommet tenue par l'UE à Göteborg, ville où se sont déroulées les manifestations les plus nombreuses depuis la guerre du Vietnam, et dans laquelle la police suédoise a fait usage d'armes à feu pour réprimer les manifestants).

Suite en page 3



Éditorial

ET L'EURO est arrivé... L'idée est plutôt bonne, ayons l'élégance de le reconnaître. Tout ce qui peut faire en sorte que les frontières soient de moins en moins étanches, c'est toujours du bon à prendre.

L'inconvénient sur ce coup-là, c'est que l'émergence de cette nouvelle monnaie n'est pas issue des luttes sociales mais des ministères des Finances des principales puissances européennes. On a donc tout à en craindre. Rien de bien neuf que de constater que l'économie est au service des patrons, la monnaie et ses mécanismes complexes également, sans parler des sinistres yuppies aux costards anthracites, ces spéculateurs sans scrupules qui ne valent finalement que le coût de la corde qui servira à les pendre, et encore.

Les comportements les plus cyniques ont été particulièrement nombreux et particulièrement remarquables ces derniers temps. On nous l'avait promis, nos nouveaux sous tout neufs ne pouvaient en aucun cas générer d'inflation : autant prendre les banques pour des bureaux de bienfaisance ou les petits commerçants de détail pour des humanistes. On allait voir ce qu'on allait voir. Et on voit bien. Tripatouillages des arrondis, mise à niveau des tarifs, pensez donc, on n'y avait pas touché depuis au moins deux ans, toutes ces pratiques mises bout à bout et dont en fin de compte ceux qui sont au bout du circuit de la consommation en feront les frais : consommateurs chômeurs ou salariés, retraités, toute la sainte litanie, tous ceux qui font que l'euro circule et que l'économie fonctionne. Il y a fort à parier que les principaux indices servant au calcul des augmentations de prix ne vont pas ou peu bouger. Les observateurs sont suffisamment malins pour surveiller particulièrement les prix de ces articles ou services servant au calcul de l'indice officiel. Quand on sait que c'est ce chiffre qui intervient dans le calcul du SMIC et du RMI, on est immédiatement rassuré sur la bonne santé des pauvres.

Alors en attendant la disparition de la monnaie, il nous reste encore bien de l'ouvrage.

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

le monde
libertaire

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèque postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

TOURS (37) : le groupe libertaire de Tours change d'adresse : GLT, c/o CNT-AIT Tours - BP 1303, 37013 Tours cedex 1.

Vendredi 18 et samedi 19

DIJON (21) : l'espace autogéré des Tanneries organise un festival de cinéma documentaire avec Al Margen. Renseignements au 03 80 66 64 81.

Samedi 19 janvier

AIX-EN-PROVENCE (13) : rétrospective « Jean Vigo, de l'anarchie à l'insolence », conférence *Anarchisme et cinéma* par Isabelle Marinone, historienne, auteur d'une thèse sur « Anarchisme et cinéma », à l'institut de l'Image, 8-10, rue des Allumettes, 13098 Aix-en-Provence cedex 2.

BORDEAUX (33) : à partir de 19 h, la « garbure libertaire » en soutien au groupe Emma-Goldman de la FA. Inscriptions à l'athénée libertaire, 7, rue du Muguet à Bordeaux ou laisser un message au 05 56 81 01 91, ou encore envoyer un mail à groupe-emma-goldman@federation-anarchiste.org

PARIS (75) : forum à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot autour du livre *L'Empire en guerre, le monde après le 11 septembre*, à partir de 16 h 30. Le forum fera suite à l'émission Chroniques rebelles, ce même jour à 13 h 30, (89.4 MHz).

PARIS (75) : restaurant de soutien au RATP, à partir de 19 h, à la Rôtisserie, 4, rue Sainte-Marthe, M° Belleville.

PARIS (75) : *les Chimères des Svanke-majer* (surréalistes tchèques contemporains), film de M. Leclerc et de B. Schmitt, sera projeté en version longue et non censurée (80 minutes), à 16h30 au forum des Images, ex-bibliothèque de Paris, au forum des Halles, porte Rambuteau, en salle 100. L'entrée de la projection sera libre dans la mesure des places disponibles.

Agenda

TOULON (83) : « De Brassens à Ferré », concert de soutien pour la création d'un local anarchiste à Toulon. Meille chantera au Café-lecture, 2, rue Baudin à Toulon, à partir de 20 h. Renseignements et réservations au 04 94 62 44 52.

LE CHAMBON-FOUGEROLLES

(42) : « Armée ? Pour qui ? Pour quoi ? » Débat public organisé par l'École émancipée, au foyer-théâtre Albert-Camus, de 14 h 30 à 17 h 30.

Mardi 22 janvier

ROUEN (76) : la librairie L'Insoumise et l'association Le Passe-Théâtre vous invitent au gueuloir intitulé « Jamais vraiment dormi ! », poèmes de Guy Pique dits par des comédiens. À partir de 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Mercredi 23 janvier

PARIS (75) : débat organisée par la commission femmes de la CNT : « L'Islam et la femme, aspects culturel, religieux, économique et politique », à 19 h 30, au 33, rue des Vignoles, Paris 20°.

Jeudi 24 janvier

AIX-EN-PROVENCE (13) : rétrospective « Jean Vigo, de l'anarchie à l'insolence », table ronde « Le cinéma, avec insolence ! ». Avec Luçe Vigo (fille de Jean Vigo), Emile Breton (historien), Nathalie Bourgeois (Cinémathèque française) et Bernard Benoliel Bourgeois (Cinémathèque française). À l'institut de l'Image, cité du livre, 8-10, rue des Allumettes, 13098 Aix-en-Provence cedex 2.

Vendredi 25 janvier

BESANÇON (25) : réunion publique sur le thème « des maisons du peuple aux lieux autogérés » à

20 h 30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Avec la participation de la maison du peuple de Saint-Claude et de l'Espace noir de Saint-Imier.

LYON (69) : vidéo-débat à 21 h au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1^{er}, entrée par l'allée. Projection du film *À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal*, suivie d'un débat avec les réalisateurs.

RENNES (35) : débat sur « Cannabis et liberté d'expression » avec J.-P. Galland, des membres de la FA autour du livre *Drogues, contre la criminalisation des usagers*, des membres des éditions du Léopard. À 20 h, salle OSCAR, maison du Champ-de-Mars à Rennes.

Samedi 26 janvier

NÎMES (30) : manifestation pour l'abrogation de l'arrêté anti-mendicité, à 14 h devant la mairie. À la fin du parcours, un vin chaud sera offert sur la voie publique. Le groupe Gard-Vaucluse de la FA y participera.

LILLE (59) : manifestation régionale pour la régularisation des sans-papiers, place de la République (M° République) à 15 heures.

PARIS (75) : première de Téléboçal n° 69, à 21 h au Goumen Bis, 2 bis, cité Aubry M° Alexandre-Dumas.

MONTPELLIER (34) : « Ni guerre ni intégrisme ! », manifestation au Pérou à 15 h, à l'appel du Collectif libertaire du Sud-Est.

PARIS (75) : « Autour de la mémoire de la Révolution espagnole », à l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades (M° Pyrénées). À partir de 16 h 30, projections (*Nosotros somos asi, Ortiz, général sans dieu ni maître*), débat avec Gloria Gargallo, Vicente Marti, Daniel Pinós, Ariel Camacho et Richard Prost.



À la petite semaine

Les amis des bêtes



MME BRIGITTE BARDOT, qui n'a jamais manqué un combat d'importance, est repartie en guerre contre des étrangers aux mœurs forcément barbares. Prenant prétexte de l'organisation de la prochaine Coupe du monde de football par le Japon et la Corée, elle s'en prend cette fois aux habitants de ce dernier pays, habitués à manger du chien comme nous mangeons ici, végétariens exceptés, du veau, du mouton, du porc, du lapin, du poulet ou des grenouilles.

Sans vouloir offusquer les amoureux de Médor et de la star bien nourrie, s'il en est qui aimeraient bien se mettre sous la dent quelques bas morceaux de bergers allemands ou de setters irlandais, c'est bien tous ces crève-la-faim de Corée du Nord qui n'ont pas même, comme leurs voisins du Sud, un os de loulou de Poméranie ou de Saint-Tropez à ronger. Des estimations, imprécises, évaluent le nombre des victimes de la famine, là-bas, au cours des cinq dernières années, entre deux et quatre millions, parmi les-

quelles de nombreux jeunes enfants. Notre BB à nous, chienne de garde-manger, ne s'en est guère émue, ayant d'autres priorités et tenant à rester à l'écart de la politique, même si elle montra naguère, dans ce domaine, une certaine sympathie pour une vieille carne éborgnée et les pitbulls de son entourage.

Ici aussi, dans la capitale, il est beaucoup question de chiens ces temps derniers. Et de l'impossibilité, en particulier, d'effectuer désormais la moindre promenade à pied sans se livrer à un slalom géant balisé par les excréments innombrables offerts aux passants par ce charmant animal citoyen.

La Mairie, creuset d'idées novatrices depuis qu'elle abrite des élus écologistes, songe à infliger de lourdes amendes aux propriétaires des toutous pris en flagrant délit d'emmerdement. Parfois, après une énième glissade sur une crotte incontournable, on se prend à rêver d'une invasion de Paris par des hordes de Coréens faméliques, amateurs de chiens à toutes les sauces...

Floral

Suite de la page 1

Il a également été décidé, entre autres mesures, « la possibilité d'augmenter les compétences d'Europol dans l'élaboration d'une analyse commune des troubles » (Europolice continuant d'assumer son travail, en jouant le rôle principal dans la lutte contre la dissidence, bien qu'elle continue à rester dans une quasi-clandestinité); « ren-

forcer et favoriser un échange rapide et structuré de données relatives aux perturbateurs violents sur base de fichiers nationaux » (l'intention de créer le fichier des anti-globalisations comme celui des juifs qu'alimentaient les SS hitlériens); « mesures d'expulsion de manifestants », ainsi que « d'empêcher que les personnes réputées auteurs de troubles entrent dans le pays hôte de l'événement concerné » (oubliant l'Europe sans frontière proclamée aux quatre vents); la « Coopération judiciaire » (faisant fi de la séparation des pouvoirs, imposant au pouvoir judiciaire d'être au service de l'exécutif en place); « l'échange d'informations sur les pratiques les plus appropriées pour maintenir des dialogues constructifs avec certains organisateurs de manifestations » (ancienne tactique des services secrets américains pour récupérer les modérés et annihiler les plus radicaux). Toutes ces mesures, ils essayeront de les mener à bien pendant la présidence espagnole. Ce n'est pas par hasard que la présidence espagnole est le moment choisi pour renforcer le rôle de la police et la criminalisation de la résistance. En dépit de son retard dans la question sociale, l'Espagne a de vastes connaissances dans le

domaine policier. Non seulement elle a des expériences récentes dans l'organisation de groupes parapoliciers, mais c'est l'État avec la législation antiterroriste la plus moderne, la plus « fourre-tout » et la plus dure de toute l'Union. Actuellement, huit pays de l'UE (l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Grèce, le Luxembourg, la Hollande et la Suède) n'ont pas de législation antiterroriste spécifique, tandis que l'Allemagne et l'Italie ne définissent pas expressément le concept de terrorisme qu'elles lient à d'autres formes de crime organisé. Pour cette raison on a effectué à Madrid, en février 2000 le premier sommet antiterroriste d'Europol, sommet dans lequel on a souscrit le déjà célèbre « document Madrid » dans lequel on a décidé qu'Europol serait compétent pour poursuivre « anarchistes et radicaux ».

Pendant la présidence européenne, entre janvier et juillet 2002, auront lieu plus de 70 réunions internationales, entre séminaires, forums régionaux, conseils informels, sommets transatlantiques et conseils européens aux quatre points de la péninsule ibérique. Mais cinq d'entre elles focalisent les préoccupations du gouvernement espagnol parce qu'elles sont importantes pour le mouvement anti-globalisation : Barcelone en mars, Oviedo et Valence en avril, Madrid en mai et Séville en juin.

On distribue un budget de 48 millions d'euros pour financer des locations de locaux, travaux d'aménagement, déplacements, communications, transport et logement des participants. Mais le budget de sécurité, qui est très important, est à part. Il sera directement financé par le ministère de l'Intérieur qui requerra des fonds additionnels pour l'année prochaine.

Dans ce semestre, Europol continuera à assumer des compétences dans le contrôle de la contestation politique. Tandis que dans la rue on voit ponctuellement des policiers militarisés qui font face aux manifestants, le véritable contrôle des citoyens est effectué par Europol dans l'ombre.

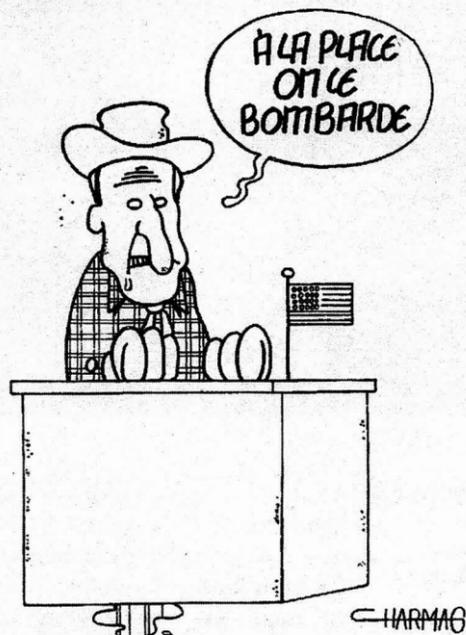
L'Espagne, pendant son mandat, veut impulser en Europe ce qu'on appelle par euphémisme, « l'espace de sécurité commun », et c'est pourquoi elle essaiera de démontrer au reste des pays membres de l'UE qu'elle aura pu contrôler la contestation politique en général, et les mouvements anti-globalisation en particulier, et qu'elle appliquera sa manière de faire de toujours: face aux problèmes sociaux, solutions policières.

Endika Zulueta,
avocat

Source : CNT, septembre 2001

Traduit par Jacques, groupe Nada

**MUMIA ABU-JAMAL ÉCHAPPE
À LA CHAISE ÉLECTRIQUE**



Occupation de l'ancienne Bourse du travail de Bordeaux

DES JEUNES MILITANTS de la CNT-AIT de Bordeaux viennent de s'installer dans les locaux immenses de l'ancienne Bourse du travail de Bordeaux (bâtiment du XVIII^e siècle, ancienne faculté de médecine de Bordeaux, octroyée en 1897 aux syndicats ouvriers puis utilisée depuis la Libération à nos jours par les syndicats CGT-FO). Ils s'insurgent contre le fait que le manque de locaux associatifs et culturels fait cruellement défaut à Bordeaux. De nombreux militants associatifs, artistes et autres philanthropes ne peuvent se permettre financièrement d'occuper un local ou un atelier. Par conséquent, un rassemblement de soutien à cette initiative a été organisé sur les lieux mêmes le samedi 12 janvier. Les nouveaux propriétaires sont passés pour avouer que la vente décidée depuis un an et demi par une délibération du conseil municipal de Bordeaux a été concrétisée il y a un mois. Leur projet d'y faire

une école privée primaire et un centre culturel juif est respectable, mais la mairie de Bordeaux avait un devoir d'information avant de vendre ce lieu historique du mouvement ouvrier aquitain. Plusieurs organisations syndicales, les syndicats CNT mais aussi les syndicats SUD et leur union syndicale G10-Solidaires, demandent à la mairie des locaux. À chaque fois, la réponse est : il n'y en a pas. Inscrivez-vous sur les listes d'attente de la nouvelle Bourse du travail (elle-même en travaux et occupée par les syndicats CGT et FEN et FSU). La vente de ce patrimoine est donc d'autant moins acceptable que le manque de locaux associatifs et syndicaux est cruel sur une ville comme Bordeaux. Passez donc voir ce combat et ce bâtiment pendant l'occupation !

Infos transmises par **Philippe Arnaud**

Fédération anarchiste 33

Argentine

L'effervescence continue

LES ARGENTINS, dans l'attente de la dévaluation du peso qui perd un tiers de sa valeur, restent partagés entre le désespoir et la révolte. Les menaces du nouveau pouvoir ne sont plus de poids face à un processus qui le dépasse.

Alors que les Argentins sont nombreux à tenter de quitter le pays, de nouvelles informations parviennent qui confirment la responsabilité de la situation des gouvernements successifs, des compagnies qui ont profité des privatisations massives et du FMI. La société multinationale pétrolière espagnole Repsol a ainsi réalisé un bénéfice net de 2429 millions d'euros en 2000, grâce à l'absorption de la société argentine YPF. Les chambres de commerce espagnoles évoquent les 100 000 millions de dollars que des citoyens argentins possèdent, dans des banques hors

du pays. Il faut croire que les richesses existent bien en Argentine, mais qu'elles ne sont pas réparties entre tous.

Dans la mégapole Buenos Aires, les manifestations spontanées se succèdent au rythme des « cacerolazos », ces démonstrations de rue où les protestataires tapent sur des casseroles comme au temps des militaires au pouvoir. Ces manifestations en viennent à occuper des rues, des ponts, ce que seuls les audacieux « piqueteros » faisaient jusqu'alors. Un cacerolazo fut même organisé simultanément à Barcelone et Buenos Aires, le 8 janvier. Si les Argentins ont recours à des moyens de protestation spontanés, auto-organisés, radicaux, non contrôlés

par des organisations sociales ou politiques, l'incertitude règne toujours quant à l'issue de ces soulèvements. Fascisme ou libération sociale ?

C'est dans ce contexte que la commémoration de la Semaine tragique revêtait cette année une importance toute particulière. Nos camarades de la Fédération libertaire argentine pour qui nous maintenons notre appel à soutien¹, ont donc marqué du 4 au 12 janvier, en accentuant le parallèle entre les deux époques, la mémoire du massacre ouvrier survenu en janvier 1919. Ce massacre, qui reste ancré dans les mémoires, fit suite à une grève ouvrière à Buenos Aires et connut des répercussions dans tout le pays; le pouvoir

envoya alors le général Dellepiane pour la répression. Le soutien de la puissante FORA, syndicat largement influencé par les anarchistes, n'y fit rien.

Selon nos divers correspondants sur place, une chose au moins est sûre. C'est que la prise de conscience sociale monte très vite, et que les barrières entre classe moyenne et classe prolétaire tombent. Les gens, dans des rassemblements, assemblées de quartier, manifestations diverses se découvrent, se parlent, se trouvent des difficultés semblables. Et c'est bien connu, on parle peu de révolution quand la paix sociale règne.

Relations internationales de la FA

1. Chèques à libeller à « ARL 33 » et à envoyer au groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste, c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

L'Arabie Saoudite décapite les homosexuels

LE PREMIER janvier, l'AFP annonçait la décapitation au sabre de trois Saoudiens reconnus coupables d'« homosexualité, mariage entre eux et corruption de mineurs ». Alors que les pays occidentaux ont fini par condamner unanimement le régime et les pratiques des talibans, l'Arabie Saoudite peut continuer de bafouer les droits de l'homme en toute quiétude. En appliquant strictement la charia, le régime saoudien, l'un des principaux alliés des États-Unis dans la région, rappelle qu'il est aussi fanatique que l'était celui du mollah Omar à Kaboul.

Le silence et l'indifférence complice des pays occidentaux face à ces crimes d'État équivaut à une condamnation à mort pour toutes les minorités opprimées. Encore une fois, les homosexuels servent de boucs émissaires pour rassurer une frange réactionnaire de la population et masquer les difficultés économiques d'un pays où il n'existe aucun organisme élu.

Interrogé sur la condamnation pour homosexualité des 23 Égyptiens, Annie Lhéritier, chef de cabinet de Jacques Chirac, répondait que « le principe de la souveraineté des États ne permet pas au chef de l'État d'intervenir dans une affaire relevant de la compétence d'une juridiction étrangère ». Le principe de souveraineté mis en avant n'a pourtant pas empêché les politiques français et le chef de l'État de s'indigner des dernières exécutions de condamnés à mort américains et chinois. Encore une fois, nous constatons que la vie d'un homosexuel ne vaut pas le risque de froisser les rapports commerciaux et politiques. Cette diplomatie à géométrie variable est intolérable.

Act Up-Paris



LE MERCREDI 5 décembre, un nouveau convoi de déchets radioactifs (le onzième) est passé par Strasbourg en direction de l'usine de retraitement de La Hague. Une nouvelle fois le groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste a participé à l'action de blocage. Cette fois-ci, en plus du traditionnel rassemblement, deux groupes étaient prêts à stopper le train. Malgré une intervention violente de la police sur le premier groupe qui empêcha ce dernier de s'enchaîner, le second groupe, composé en grande partie des membres de la B@NAN. (Brigade anarchiste anti-nucléaire), a tout de même réussi à bloquer le train pour la troisième fois.

Agir localement...

En effet, depuis le début de l'année dernière, les transports de déchets ont repris



entre l'Allemagne et la France. Nous avons alors décidé de réagir en créant dans un premier temps la B@NAN. La lutte contre le nucléaire n'étant pas spécifique aux anarchistes, nous avons initié la création de la coordination « Stop transport – Halte au nucléaire » regroupant Greenpeace, les Verts, la LCR, etc.

Castors contre barrages

Après de simples manifestations le long des voies lors des passages des Castors, l'idée des blocages symboliques s'est rapidement imposée. Grâce à l'expérience de certains militants écologistes et à l'envie d'autres militants, plusieurs tentatives de blocages ont été menées. Nous avons ainsi réussi à bloquer le convoi du 1^{er} août pendant près d'une heure et à mobiliser de nombreux habitants des quartiers traversés par les Castors. Ces victoires médiatiques ont été accompagnées pour nous, membres et sympathisants de la B@NAN, de succès « idéologiques ». Par notre travail sur le terrain et auprès des autres organisations, nous sommes parvenus à faire passer certaines de nos idées au sein de la coordination.

Lors des premiers rassemblements, les slogans fustigeaient le passage des convois en Alsace. Aujourd'hui la coordination a repris à son compte le mot d'ordre que nous lançons dès le départ : « En Alsace comme ailleurs, non au nucléaire ! » Nous avons également infléchi la position de la coordination sur un autre point qui nous paraît essentiel : manifester également lors du retour des déchets « retraités » en Allemagne. Certains membres de la coordination étant alors heureux de voir repartir ces déchets hors de nos frontières. Mais l'atome ne connaît pas de frontières. De plus le transport des déchets représente un accroissement de risque de contamination, surtout qu'ils circulent en zones urbaines sans que les populations n'en soit averties : un château de déchets représente 10 % de l'inventaire radioactif d'une centrale, soit des millions de milliards de becquerels. Même lors de leur retour, les déchets demeurent dangereux. Quel que soit le sens de circulations des déchets, nous devons manifester notre opposition au nucléaire. Dorénavant, les actions sont organisées à l'aller comme au retour des castors.

... Penser globalement !

Malgré ses premiers succès, la B@NAN sait qu'il reste du chemin à parcourir pour faire avancer notre point de vue libertaire sur le sujet. Nous pensons nécessaire de mettre en rapport la lutte antinucléaire et la lutte anticapitaliste. L'industrie du nucléaire n'est pas différente des autres industries. Elle répond aux mêmes exigences de rentabilité et de profits ! La France exporte son élec-

tricité, sa technologie, des centrales « clefs en main ». L'armée récupère, quant à elle, l'uranium de la filière pour son armement. La France représente une exception : elle est la seule à avoir misé sur le « tout nucléaire ». Cette politique dangereuse à court terme (un accident ou un acte terroriste demeure possible) comme à long terme (la durée de demi-vie du plutonium produit dans les réacteurs est de 24 000 ans !) empêche aussi une sortie immédiate du nucléaire. Si nous avons besoin de centrales nucléaires, c'est que nous sommes actuellement incapables de produire l'électricité autrement. Afin de sortir le plus rapidement de l'âge nucléaire, il faut dans un premier temps construire des centrales de remplacements (gaz, charbon) et d'investir massivement dans la recherche sur les énergies alternatives. C'est par la multiplication des alternatives que nous réussirons à contourner le (quasi)monopole nucléaire. Les spécificités de chaque « région » devraient aussi être prises en compte : les énergies solaire ou éolienne n'auront pas la même efficacité partout. Nous affirmons donc notre opposition à toute construction de nouvelles centrales nucléaires, ainsi qu'au prolongement de la durée de vie de celles qui existent. Malheureusement, aujourd'hui les crédits de recherche vont quasi exclusivement au nucléaire. Nous devons également mettre en avant un autre moyen de sortir du nucléaire : rationaliser notre consommation d'énergie. Nous consommons trop d'électricité, trop d'énergie. D'une part, nous pouvons à notre niveau être plus attentif au gaspillage : éviter de laisser un appareil électrique en veille, éteindre les lampes en sortant d'une pièce, mettre un pull plutôt que d'augmenter le chauffage... D'autre part, les concepteurs et constructeurs d'appareils électroménagers ou des machines pour l'industrie devraient être plus attentifs à la consommation engendrée par leurs produits. Il faut donc remettre en cause notre système économique (le

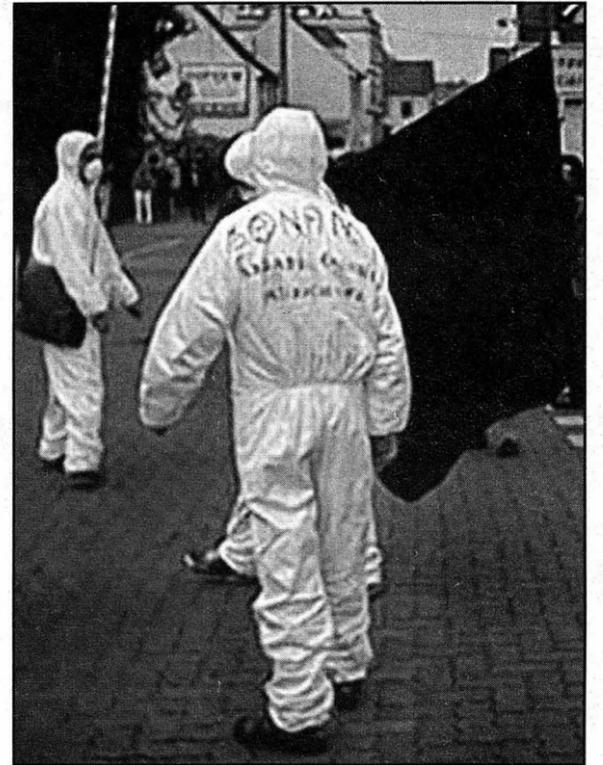
capitalisme) qui pousse à la consommation (de toutes sortes) en la présentant comme un moyen d'accomplissement de soi.

La fabrication et l'utilisation de produits entraînent une consommation d'énergie, notamment d'électricité. L'État doit aussi être dénoncé car il empêche, comme à son habitude, toute prise en main des problèmes par la population. Les dits « citoyens » n'ont pas accès aux éléments indispensables à la compréhension de la situation, ni évidemment à un quelconque pouvoir décisionnel en matière énergétique. Ce n'est pas l'apparition d'écologistes au gouvernement qui pourra inverser la politique de la France. Le problème dépasse largement la question du nucléaire, qui ne peut être envisagée comme coupée du reste du système.

Enfin, il est indispensable de poser la question des déchets qui, même si nous sortions de l'âge nucléaire rapidement, resterait entière.

Groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste

<http://www.fa-strasbourg.fr.st>



POUR diverses raisons, la pêche reste un sujet beaucoup moins médiatique que l'agriculture, surtout depuis que la « malbouffe » et la pollution mettent sérieusement le monde agricole sur la sellette. Et pourtant on peut établir un parallèle rigoureux entre ces deux secteurs d'activité, autant sur le plan social que sur celui de l'écologie. L'industrialisation et l'internationalisation de la pêche ont déstabilisé la pêche artisanale et provoqué une surexploitation et un épuisement des ressources maritimes.

Un drame écologique, et donc alimentaire

Certains constatent amèrement que la mer n'est pas inépuisable (il aurait été pertinent de le découvrir plus tôt). Alors qu'elles avaient cru pendant deux siècles, les captures mondiales de poissons se sont stabilisées. Les prélèvements des pêches maritimes atteignaient dix millions de tonnes annuelles en 1930, vingt millions en 1950, soixante millions en 1970, avant de stagner depuis le début des années 1990 autour de quatre-vingt-dix millions de tonnes.

La surpêche menace la reconstitution des réserves halieutiques. Selon la FAO, les trois quarts des zones de pêche sont exploitées à la limite, si ce n'est au-delà, de leurs possibilités. Alors que 40 % des poissons pêchés en Europe sont rejetés à la mer, faute de débouché commercial !

Les techniques utilisées par la pêche industrielle – c'est-à-dire capitaliste – de plus en plus performantes par leur capacité (chalut pélagique, filets maillants dérivants de plusieurs kilomètres de long) et surtout leur précision (sondeur, satellite) sont directement responsables d'un véritable massacre.

Non seulement ces engins de pêche, mettant en œuvre des méthodes non sélectives, tuent inutilement chaque année de vingt à quarante millions de tonnes de poissons (donc un manque à gagner pour les années à venir), mais régulièrement des milliers de dauphins et de tortues viennent s'empêtrer dans ces pièges gigantesques qui leur sont tendus.

En raclant les fonds, les filets détruisent la flore aquatique, perturbent les chaînes alimentaires. L'impact de la pêche sur l'écosystème marin du monde entier, dernier espace sauvage, est si dévastateur que les industriels eux-mêmes le reconnaissent :

« L'ensemble des ressources halieutiques du globe s'épuiseraient en quelques années si une gestion de la ressource n'était pratiquée par de nombreux pays. » Déjà, la diminution des quantités disponibles a des répercussions tragiques sur la

situation nutritionnelle des pays où le poisson représente une source vitale de protéines animales (Asie de l'Est et du Sud, Afrique).

La mort de la pêche artisanale

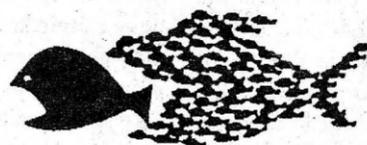
Avec les navires-usines, de véritables multinationales de la pêche se sont créées, opérant une véritable privatisation de la ressource marine et de l'espace littoral. Plus de six poissons « sauvages » sur dix sont pêchés avec des méthodes industrielles, et 1 % des bateaux réalisent environ la moitié de la pêche mondiale. Les conséquences pour la pêche artisanale sont sans appel : la concurrence accrue casse les prix et épuise les ressources locales. Dans les pays du Sud, en premier lieu. En ne respectant pas les zones de pêche artisanale, les chalutiers industriels détruisent leurs installations et pillent leur potentiel. Les très bas prix pratiqués créent ou aggravent les conflits entre artisans. Par ailleurs, non seulement les pays « en développement » ne disposent pas des moyens maritimes militaires permettant le contrôle effectif de leur zone, mais beaucoup d'États du tiers-monde préfèrent investir dans la pêche industrielle pour exporter afin de rembourser leur dette extérieure, mettant en péril la survie de plusieurs millions de personnes (pêche, manutention, transformation).

La pêche artisanale, utilisatrice d'une forte main-d'œuvre, n'est pas en danger seulement dans les pays pauvres ; elle souffre aussi dans les pays industrialisés, dont la France. La flotte de pêche française ne compte plus aujourd'hui que 6 000 bateaux, dont 4 000 de moins de douze mètres, un tiers de moins qu'il y a vingt ans. Près de 5 000 emplois ont été perdus en cinq années (entre 1990 et 1997, la filière européenne a perdu 60 000 emplois, et 40 % des navires sont estimés en sur-nombre). Beaucoup de petits pêcheurs résistent à cette disparition programmée, à ce déclin inexorable, mais à quel prix, et pour combien de temps,

La pêche mondiale



dans les



filets du capitalisme

Bonne chère pour les riches, malbouffe pour les pauvres

Si le homard a toujours plus souvent garni l'assiette du riche, l'évolution de la pêche accroît les différences. A cause des ravages de la pêche industrielle, le poisson sauvage, de meilleure qualité, est devenue une denrée rare et chère. Si bien que la restauration de luxe se réserve 70 % du poisson sauvage artisanal. Pour les bas revenus, le choix se limite entre un poisson industriel en mauvais état après être resté coincé plusieurs heures dans les mailles d'un filet, et un poisson d'élevage plus gras et moins savoureux. Contrairement à l'opinion répandue, le développement de l'aquaculture, qui s'effectue d'ailleurs au seul profit de la grande distribution, et dont la production mondiale dépasse aujourd'hui 120 millions de tonnes, ne contribue pas au renouvellement, mais à l'épuisement des ressources naturelles, puisque les espèces dites nobles qui font l'objet d'élevage sont en grande partie nourries avec des farines... de poisson. Comme en

agriculture, le cruel paradoxe est que les petits producteurs économiquement étranglés fournissent une nourriture de qualité que seule une clientèle aisée peut s'offrir, et les riches industriels ne livrent qu'une alimentation de piètre valeur à laquelle ne peuvent échapper les classe défavorisées.

Gérons les ressources nous-mêmes

Parce qu'elles constituent deux secteurs du même système capitaliste, la pêche et l'agriculture recourent aux mêmes processus : élimination permanente des petits producteurs jugés « non rentables » ; subvention et crédits à taux préférentiels accordés à ceux qui ont les moyens de s'offrir des investissements coûteux, et qui entretiennent une croissance continue des flottes industrielles. Après avoir bénéficié de plus de 120 millions de francs d'aides diverses en 1994, Pescanova vient de voir près de 90 millions de dettes annulées, pour conserver des bateaux industriels dépassés et pour financer la construction de nouveaux chalutiers encore plus puissants et destructeurs.

Que proposent les « décideurs » ? En préalable, un code de bonne conduite international,

depuis 1992, demande (sans rire) aux professionnels d'être « responsables » ! Les mesures envisagées : limiter la taille des filets, interdire certaines techniques, contrôler les efforts de pêche, instaurer des quotas, créer (toujours sans rire) un Observatoire mondial des affaires

de l'océan. Quand elles ne relèvent pas de la fumisterie, ces propositions ne permettraient en rien de modifier les rapports de forces, puisque la dynamique capitaliste est rigoureusement incompatible avec la logique de régulation. Et tant qu'elle existera, c'est la première qui s'imposera.

Faudrait-il conserver presque en l'état un secteur d'activité où les capitaux internationaux exigent toujours plus de tonnage, au risque de compromettre gravement les réserves alimentaires des générations futures ?

Faudrait-il laisser des armateurs ou des sociétés financières sans scrupules imposer aux marins des conditions de travail scandaleuses : bateaux-poubelles, équipages mal formés, journées interminables, heures supplémentaires non payées, règlements sociaux non appliqués, bateaux sans livres de comptabilité, paiements en argent liquide sans reçu ?

La seule perspective qui ait un sens, c'est la gestion des ressources édifée et contrôlée par tous. La seule solution au problème de la pêche, c'est le raz-de-marée... anarchiste.

Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Commune, Rennes

Pêche artisanale en Afrique



Brésil À propos du deuxième Forum social mondial à Porto Alegre du 31 janvier au 5 février 2002

LA FEDERAÇÃO anarquista gaúcha (FAG, Fédération anarchiste du Brésil Sud) souhaite exprimer par ce message quelques pensées sur le caractère et le but sous-jacents au Forum social mondial (FSM), ainsi que son désir de coordonner les forces pour une intervention anarchiste puissante durant la semaine de ce rendez-vous à Porto Alegre, la capitale du Rio Grande do Sul. Environ 100 000 personnes sont attendues à ce forum. Il est clair que ce sera l'occasion de mêler notre voix aux manifestations qui auront lieu tout au long de ces journées.

Nous pensons que la réunion du FSM peut être utilisée efficacement pour populariser l'anarchisme militant et les principes de base de son projet révolutionnaire. Il est possible – sous certaines conditions politiques et matérielles – de montrer au monde qui suit l'événement de Porto Alegre, la vitalité de nos idées et les réalisations pratiques qui vont avec. C'est aussi l'occasion de faire apparaître les idées anarchistes comme une alternative à la lutte des classes opprimées par la domination capitaliste sous ses variantes libérales ou étatistes.

Forum social mondial : de vieux projets réformistes

Ce Forum est le produit, à l'échelle mondiale, d'une vaste coordination des forces politiques, sociales et institutionnelles, alliant les classes et incluant les patrons capitalistes soi-disant progressistes. Ce n'est pas par hasard que ce faisceau de forces se réunit dans une ville et un État brésiliens gouvernés par le Parti des travailleurs – PT – en vue, selon ses organisateurs, de faire des propositions pour le combat politique contre le néo-libéralisme. Quelle meilleure propagande pour ce gouvernement local d'un pays périphérique du tiers-monde latino-américain que cette « capacité » de la gauche social-démocrate à gérer le capita-

lisme ? Il s'agit de faire un exemple de ce « capitalisme possible » avec des gouvernements de Front populaire (sous l'hégémonie du Parti des travailleurs) dans la ville de Porto Alegre et l'État du Rio Grande do Sul, en accord avec d'autres expériences de « gestion capitaliste humanitaire » ailleurs dans le monde.

Quelles sont les lignes selon lesquelles est dessiné le modèle de développement capitaliste par la gauche « responsable », consciente de sa crédibilité institutionnelle : – le contrôle du capital financier spéculatif, véritable prédateur des économies des pays périphériques qui avale d'énormes profits grâce aux politiques fiscales des gouvernements ; – la protection du capital productif national des petits et moyens capitalistes, combinée avec l'investissement direct des entreprises transnationales ; – le maintien de ce qui reste de services publics après la période de privatisation ; – la reconstruction de politiques de souveraineté de l'État national basées sur le rétablissement de l'équilibre entre les pouvoirs établis et ceux émanant de mécanismes de consultation des populations ; – un appareil répressif mieux intégré à la vie de la communauté, tout en étant respectueux des droits humains ; – des initiatives en faveur des sources autonomes d'emploi et de richesse.

L'annulation des dettes internes et externes, qui dévorent les ressources financières des pays pauvres et conduisent à l'aliénation sociale des richesses publiques créées par les travailleurs, devient un sujet de plus en plus tabou parce que c'est une menace pour la « gouvernabilité », un sujet qui commence à préoccuper ces messieurs-dames.

Dans la course aux projets politiques dans laquelle le FSM compte trouver sa place, les discussions se concentrent sur les modèles de développement ou les façons d'utiliser les moyens du pouvoir capitaliste en attendant d'arriver à la prospérité générale.

Les institutions capitalistes acceptent d'avoir un rôle à jouer, leur domination n'est pas remise en cause, et le système qui se nourrit de la misère et de la soumission subit des thérapies qui ne peuvent en aucun cas éviter sa cruauté essentielle.

En près de trois ans de gouvernement du Rio Grande do Sul, on peut voir comment la bonne volonté de la gauche réformatrice se transforme dès qu'elle touche à l'appareil d'État, comment sa volonté politique est freinée par une force conservatrice bien plus puissante, issue de ces institutions, et comment elle finit en totale capitulation idéologique. Les mesures en faveur de la prospérité sociale sont subordonnées aux mêmes limitations bureaucratiques. Les institutions financières gardent la même influence dans leurs politiques internes. Les fonctionnaires subissent les mêmes réductions de salaires que lors des précédents gouvernements, comme ce fut le cas des enseignants et des autres employés des écoles publiques, dont le poids a été décisif pour l'élection du gouvernement actuel. La police use de la même brutalité pour défendre la propriété contre l'occupation de terres publiques par le Mouvement des sans-terres (MST), que lors d'occupation de maisons par les sans-abri, ou simplement pour insulter les jeunes. Sans parler des écoutes téléphoniques, avec une formule « gouvernement démocratique et populaire » prescrite par la hiérarchie.

Dans le scénario de la globalisation capitaliste, les chances d'un projet de développement national bourgeois et d'un pacte de collaboration de classe dans un pays donné (qui pourrait avoir un effet sur l'indépendance de la politique de l'État), sont virtuellement nulles. L'intérêt des entreprises, de leur productivité et de leurs investissements financiers à l'échelle mondiale, a créé une relation jamais vue de dépendance entre nations, pesant lourdement sur les pays du Sud. Les institutions multilatérales de politique économique et financière, véritables instances exécutives des intérêts des multinationales et de la politique impérialiste de quelques États, sont les vrais pouvoirs qui ont le dernier mot en matière de politique nationale.

Dans les cas les plus problématiques, il y a la menace d'une action militaire de forces armées menées par les États-Unis et leurs alliés, sous le prétexte du combat du « bien » contre le « mal », ou du combat contre la drogue, ou de l'aide humanitaire.

C'est dans ce contexte que se situe le FSM et que va se déterminer son action. L'échéance électorale de 2002 va déterminer les positions politiques des partis engagés dans le mécanisme démocratique libéral. L'ensemble du mouvement populaire se trouvera certainement engagé dans la tâche d'élaborer un projet social-démocrate. Celui qui abandonne les classes opprimées et l'indépendance de leurs organisations, dans le but d'établir des plans gouvernementaux, celui-là qui choisit, par stratégie, d'élargir sa base électorale, ne tient plus compte du niveau de

conscience de la lutte, une condition impérative pour transformer la société en profondeur. Il est possible que certains mouvements sociaux disposant d'une grande capacité d'action s'interrogent, même partiellement, sur ces objectifs. Mais l'intégration du mouvement dans l'appareil d'État du Rio Grande do Sul reste très forte, du fait de l'histoire de la gauche brésilienne et aussi de l'efficacité des mécanismes de dépendance créés pour maintenir les mouvements sociaux sous contrôle d'État.

Federação anarquista gaúcha

L'alternative libertaire : propositions pour une intervention anarchiste internationale

NOUS considérons le Forum social mondial comme une bonne occasion de faire passer nos idées de bases de l'anarchisme militant confronté à l'évolution socio-historique et son étape de globalisation capitaliste, nous l'avons déjà dit. Nous voulons inviter les organisations qui comptent venir à Porto Alegre du 31 janvier au 5 février à ajouter leur contribution aux programmes des Journées anarchistes que nous avons l'intention d'organiser. Ce sera donc un événement parallèle qui comprendra diverses activités, telles que des expositions, des débats, du théâtre, de la musique, etc.

Lors des séances de travail qui se sont tenues en septembre 2001, nous avons discuté avec des camarades de la FAU (Uruguay), ainsi qu'avec des organisations anarchistes du Brésil (Coletivo Luta Libertária de São Paulo, Ruptura do Rio de Janeiro, Federação Anarquista Cabocla do Pará) avec lesquelles nous avons élaboré la coordination du travail nécessaire pour atteindre notre but. Nous avons décidé de lancer un appel aux autres anarchistes, qu'ils soient ou non organisés dans des organisations spécifiques, collectifs, syndicats, revues, etc. du Brésil et du reste du monde, par le biais de cette déclaration afin que nous puissions évaluer les possibilités d'une plus large adhésion d'individus ou de groupes libertaires.

Celui qui lutte et se bat n'est pas mort !

Salut et anarchie !

Federação anarquista gaúcha
Federation anarchiste du Brésil Sud
Secrétariat général

Voici une ébauche du programme. Nous espérons recevoir d'autres contributions.

1^{er} février : ouverture

- La Fédération anarchiste du Sud-Brésil (FAG).
- Annonce des organisations adhérentes à l'événement.
- Intervention théâtrale.

2 février : le projet anarchiste confronté aux structures mondiales de domination.

- L'expérience d'un « socialisme déchu ».
- Critique des phénomènes totalitaires dans l'État et le marché.
- Stratégie de terreur dans un monde en crise.

3 février : Pratiques de résistance à la globalisation capitaliste.

- Mouvements anti-globalisation et le combat anticapitaliste.
- Amérique latine : expressions des peuples en luttant.
- Expériences d'organisation des pauvres marginalisés.

Exposition littéraire, ouverte à tous les camarades susceptibles d'avoir des publications anarchistes à présenter :

- *Anarquia e organização* (il s'agit d'un livre publié récemment par le Coletivo Luta Libertária de São Paulo, avec des textes de Nestor Makhno et de Malatesta, entre autres).
- *Poder e domínio: uma visão anarquista* (il s'agit d'un livre publié récemment par le camarade Fábio López, analysant la question du pouvoir)

5 février : Clôture.

- Déclaration internationale des journées anarchistes.
- Concert de musique populaire vivante.



Ambassade d'Argentine

à Londres occupée par les libertaires

C'est l'orgasme final !

CA FAIT toujours du bien d'aller relire les bons articles... Ce texte a été publié dans « le Monde libertaire » au début des années 90. Il n'a pratiquement pas vieilli. On vous l'offre, relu, pour vos étrennes ! L'emploi du « je » par l'auteure n'implique en rien sa propre expérience personnelle et ne signifie pas qu'il s'agisse dans cet article, d'un récit autobiographique. L'auteure reprend à son compte diverses expériences relatées dans le cadre de son militantisme anarcho-féministe et montre qu'il s'agit d'une mise en acte des idées et pas seulement d'une théorie [ndla].

MERCI maman, merci grande sœur... grâce à vous, je vis une époque formidable ! Merci maman, merci grande sœur de vous être battues pour que j'ai la pilule.

Bon d'accord, je fume deux paquets de clopes par jour et je vais me choper ma première phlébite à 35 ans. Mais c'est fini le temps du bricolage, j'assume et puis maintenant il y a le sida, alors j'ai toujours des capotes sur moi, je connais la joie du latex... ou de l'abstinence suivant les mecs sur qui je tombe !

Merci pour les services d'IVG [...] Bon, c'est vrai, c'est de plus en plus galère pour y accéder, entre les directions d'hôpital qui traînent la patte pour assurer le service et les fachos qui, au mieux prient devant la porte, au pire te cassent la figure. Mais enfin, je suis majeure, j'ai une carte d'identité française et je suis affiliée à la Sécurité sociale et à la mutuelle, c'est déjà ça.

Et puis merci pour le « un enfant si je veux, quand je veux ». Si j'arrive pas à en faire un avec mon mec, je pourrais toujours aller me faire charcuter du côté des nouvelles techniques de reproduction. Si, si, il paraît que la science fait des miracles.

Merci d'avoir gagné mon droit au travail. C'est vrai que c'est parce que vous deviez vous ennuyer à la maison, pas pour gagner votre autonomie. Ben, vous voyez, moi c'est pas le cas : dans la journée, je bosse, et puis le soir je bosse à la maison. Remarque, je n'ai pas à me plaindre par les temps qui courent, je pourrais très bien ne pas bosser... dehors. Merci aussi d'avoir bien éduqué mes frères ; ils sont plus sympas que vos maris. Au moins eux, quand ils voient que je suis très fatiguée à défaut de voir que la vaisselle s'empile, ils me demandent ce qu'il y a à faire. [...]

Merci encore d'avoir gagné pour moi le droit de sortir le soir. Bon, d'accord, je fais gaffe (car vous m'avez transmis ce sixième sens typiquement féminin de toujours sentir le danger partout), je mets un jean et un bonnet et j'évite de flâner, sourire, mater les mecs (remarquez, il y a des filles qu'on oblige à porter le voile).

Et puis, merci mille fois pour toutes ces petites choses qui me simplifient la vie comme l'électroménager et les magazines féminins, sans lesquels je ne saurais pas que tout ça existe [...]

Comment vous remercier de m'avoir donné ce qu'il fallait pour être belle. Plus aucun risque de me prendre la tête pour planquer et me planquer que j'ai mes règles : j'ai les serviettes ultra-plus, ultra-discrètes, avec la sphaigne, cette nouvelle plante ultra-absorbante. Je peux me mettre en mini-jupe pour aller bosser parce que j'ai aussi la nouvelle crème dépilatoire ultra-performante. Et si je complexe sur mes grosses cuisses, j'ai à ma disposition tous les produits pseudo-amincissants imaginables.

Alors, pour tout ça, merci. Je me sens belle, j'assume, je vis une époque ultra-formidable...

Quoique, c'est dur d'être héritière

En voilà un héritage lourd à porter ! Vous nous avez ouvert les voies du féminisme, en même temps que se confortait l'ère du capitalisme. Alors, vite digéré, vite récupéré, le féminisme est devenu un vaste supermarché où plus que jamais les femmes se sont retrouvées à vendre. À quoi cela me sert-il d'avoir la contraception si c'est pour être plus offerte aux mecs ? Finalement, nous sommes passées de l'ère du non-plaisir, liée à la peur des grossesses répétées, à l'ère de l'obligation au plaisir liée à l'absence du risque de grossesse. Aujourd'hui, si on « tombe » enceinte, on n'a plus aucune excuse. On est une cruche, totalement inadaptée au siècle du progrès. Si, en plus, on n'est pas capable de prendre son pied, alors là c'est notre problème, la société ne peut plus rien pour nous.

Je vous vois lever les bras au ciel. « Mon Dieu, ma fille, on t'a tout donné : la pilule, la capote, la première visite chez la gynéco à 14 ans et tu reviens enceinte à 15 ans à la maison ! ». Eh bien oui, et c'est peut-être ça le problème : vous m'avez tout donné mais sans le mode d'emploi. Je sais que je peux avorter en cas de pépin. Mais je ne sais toujours pas ce que c'est qu'être une femme à 15 ans. Alors une fois cette idée m'a traversé la tête que peut-être c'est à travers l'expérience de la grossesse

que j'apprendrais ou au moins que j'aurais un statut de mère. Puis je n'ai pas trouvé de meilleur pied de nez à vous faire, à vous les mamans féministes qui avez tout gagné, tout conquis, que de me singulariser contre vous, contre ce pour quoi vous avez risqué votre vie.

Vous voyez, c'est un peu tout cela, et puis mon incapacité à dire non. Moi, je ne sais pas ce que je veux. D'ailleurs, je ne comprends pas « un enfant si je veux, quand je veux ». Ben, j'en sais rien, moi ! Alors, quand mon mec, il a envie de délirer, d'essayer « sans » pour voir, ben moi j'ai pas les clignotants rouges en forme d'aiguilles à tricoter et de branche de persil qui s'allument.

Alors, aujourd'hui, je ne peux m'empêcher de penser que vous m'avez laissé une coquille vide. Je sais, ça vous semble injuste et ça l'est

brouillé les cartes. Ainsi, peu à peu, je me suis habituée à leur laisser le centre des cours de récréation pour ne jouer à la corde à sauter que sur les bords, autour de leur terrain de foot. Parce que là encore, ce qui a été gagné, c'est un droit à la mixité sans réelle éducation à la mixité. En plus, vous étiez quand même leurs mamans à ces petits garçons. Alors, j'ai vu la différence, ils ne se seraient jamais permis les comportements de beaufs de vos pères, de vos frères... quoique.

Non, c'est de façon beaucoup plus subtile qu'ils ont occupé l'espace mixte pour en faire très progressivement un espace non mixte masculin. C'est aussi de façon très voilée que nous les avons laissés le prendre. Parce que jamais nous n'avons envisagé de rentrer dans un rapport de force contre eux. Justement parce que nous sommes de



Manifestation en Corse en 1975

certainement. Mais vous vous êtes arrêtées trop tôt. D'accord, devant l'immensité des acquis à obtenir, ce fut ressenti comme la panacée d'avoir cette loi, d'ouvrir des plannings familiaux un peu partout, de pouvoir consulter une gynécologue, etc. mais à présent, elle est où l'éducation sexuelle ?

Gloire à nos mecs !

Bon, je vais continuer à vous faire bondir. Nous, on a été élevées dans la mixité. Depuis notre plus tendre enfance, nos espaces de socialisation furent mixtes. Dès la maternelle, je savais ce que c'était que de s'asseoir à côté des petits garçons. À l'époque, on allait même faire pipi ensemble aux récrés ! Je sais, c'est ce que vous avez voulu et tant mieux. Je ne suis pas sûre que j'aurais aimé découvrir ce qu'est un mec à l'âge de 18 ans, pendant ma nuit de noces ! Mais au risque de vous déplaire, cet acquis-là aussi a

cette génération de femmes libérées, nous les avons tout de suite acceptés comme nos compagnons, avec lesquels nous allions lutter pour faire progresser l'humanité... l'Homme !

Comme tout aurait été gagné à la génération précédente, il aurait fallu être vicieuse pour les faire chier sur des trucs de meufs. Même là, j'exagère, parce qu'il n'y a jamais eu de problèmes pour leur faire partager nos soucis. Si j'avorte, ils m'accompagnent bien volontiers au centre d'IVG... comme ils le feraient si je devais me faire opérer de l'appendicite ! C'est comme ça que nous avons peu à peu pris l'habitude de ne parler de nos problèmes de femmes qu'en présence de nos compagnons... C'est comme ça aussi que nous avons glissé peu à peu des luttes féministes aux luttes antisexistes. C'est comme ça que nous nous sommes retrouvées Docs aux pieds en croisade contre les fachos anti-IVG, aux côtés de nos

mecs et qu'on a oublié qu'on avait des ovaires tandis qu'eux avaient des coilles.

Ouvrez les fenêtres, on étouffe !

Et puis vous, comment vous en blâmer, votre révolution des consciences, vous l'avez faite bien avant que j'aie mes premières règles. Alors, vous avez passé la vitesse supérieure avec « le privé est politique » qui permit l'ouverture de ces espaces de conscientisation. De ces lieux de paroles, vous vous êtes jetées dans la bataille politique. Laisant le privé de côté, vous avez voulu vous faire reconnaître, accepter dans vos revendications pour l'égalité des droits. Toute votre énergie est passée dans ces batailles à l'institutionnalisation pour qu'enfin les paroles de femmes aient le statut qu'elles méritaient. Sans doute cela avait-il un sens pour vous car vous en connaissiez l'origine. Vous aviez l'illusion que c'était là le seul moyen que ces acquis deviennent définitifs. Voilà, la boucle est bouclée. Nos droits sont là, vous avez gagné.

Votre victoire, sans doute pas définitive, ne laisse pas place au doute. Alors moi, quand je bloque pour dire quelque chose, parce que je pressens que mes mots (maux) sont spécifiquement féminins (féministes ?), je me retourne et je vois le vide. Je vois l'absence de ces espaces non mixtes, alors je rentre dans ma coquille. J'en conclus que sans doute je suis un peu parano, un peu fatiguée en ce moment et que demain, je rirai de mon hésitation à parler à mon compagnon. Je m'en voudrais d'avoir pensé quelques instants que je ne pouvais pas tout partager avec lui...

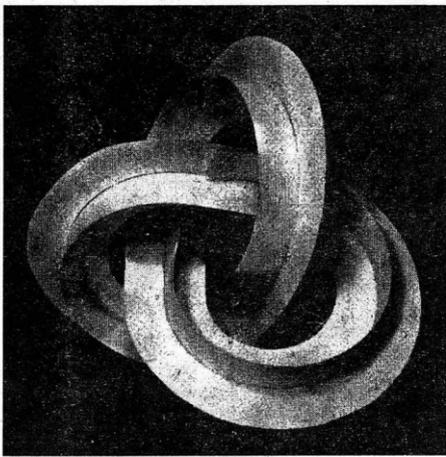
C'est l'orgasme final !

Ben oui, mais le lendemain, je me suis réveillée avec le même malaise. J'ai décidé de prendre le taureau par les cornes. D'abord, je suis partie quinze jours à la campagne (normal, puisque je pensais que j'étais fatiguée). Là-bas, j'ai réfléchi, réfléchi à m'en faire péter les neurones. Je me suis repassée vingt ans de flashes, d'expériences mal digérées, de manques, de non-dits et c'est là que j'ai trouvé quelque chose, qui pourrait être mon engagement de jeune nana libérée des années 90. Oh ! Vous allez être étonnées, sans doute déçues de voir d'où je démarre, de lire que je doute à peu près sur tout. Et vous, camarades anarchistes, allez y voir la perte de mon label anarchiste, peut-être. Mais peu m'importe. Comme vous l'aurez sans doute compris, mon engagement féministe n'est pas parti de cette peur au ventre de tomber enceinte. Non ! Il est né de l'accumulation de petits riens. Il est ailleurs. Il est justement dans tous ces manques qui se dessinent au creux des acquis.

Muriel

Commission anarcho-féministe de la Fédération anarchiste

Parmi ceux qui ont dit non



Jean Amila, *le Boucher des Hurlus*, Gallimard, série noire, 1982

Le roman se déroule à Paris, en 1919, au sortir de la guerre et évoque l'épisode sanglant des mutineries de soldats français en 1917. Ce roman autobiographique est écrit en 1982, alors qu'Amila (de son vrai nom Jean Meckert) est déjà âgé de soixante-douze ans.

« **U**NE fois déjà, au marché, il avait entendu les sales commères qui ricanèrent au passage de la Maman. Elles disaient salope ! bolchévik... Et même à lui une espèce de grosse poufiasse avait craché : « Enfant de lâche ! »

Car c'était comme ça dans le quartier. Il y avait des veuves de guerre, donc femmes de héros morts pour la Patrie. Et d'autres encore avec des bonhommes revenus avec une médaille en plus et une patte en moins, et peut-être aussi un zizi en déroute parce qu'elles roumionaient que le jules était marqué par la guerre et que c'était elles les vraies victimes. Alors, d'autant plus exorbitées contre les mutins de 17, les révolutionnaires qui n'avaient plus voulu monter au feu.

— Des lâches ! Des défaitistes ! On les a fusillés, c'est bien fait !

Et il semble tout à fait normal qu'on s'attaque à l'épouse et à l'enfant dont le père avait été fusillé en novembre 1917 avec ses camarades qui avaient refusé de monter à l'assaut de Perthes-les-Hurlus, dix fois repris et reperdu, où près de cent quarante mille « poilus » étaient morts pour rien, car l'endroit n'avait aucune valeur stratégique et on ordonnait ces boucheries inutiles uniquement pour « entretenir le moral de la Troupe » (pp. 8-9).

Jean Meckert, *Nous avons les mains rouges* (1^{re} édition 1947, réédition, éd. Encre, coll. Envers, 1993)

1946, dans les Pyrénées. Après deux ans de prison pour meurtre, Laurent est pris en charge par la famille d'Essartaut qui, entre Bible et explosif, continue la Résistance, organisée depuis sa scierie dans les bois. Le jeune homme va peu à peu être admis à participer aux expéditions punitives contre ceux qui sortent de la guerre enrichis et puissants, les mains propres...

« **L**A LIBERTÉ a coûté bien cher ! dit Laurent. — La Liberté ?... répéta Hélène. — Elle se mit en colère d'un coup, une espèce de rage sourde qui sentait les larmes. ... Pas de liberté ! dit-elle. On a combattu pour autre chose que cette saloperie !... Cette fille de rue, cette forte en gueule, lourde et vénale, qui pompe les clients pour nourrir ses maquereaux !... Pas pour la Liberté, cette goule, cette tromperie, ce masque qu'on montre au bon peuple, cette farce habillée par les poètes malins, toute fardée du sang des humbles !... Non, Laurent, pas ça ! Pas pour la Liberté, qui ne sert que les forts, les fripouilles et les habiles ! Non !

Laurent marqua de l'étonnement.

— Mais enfin, dit-il, pourquoi sont-ils morts, alors vos copains ? Vous croyez donc à la France, vous ?... Vous croyez aux cocardes, aux clairons et aux petits massacres périodiques ?... Un mot pour un autre, j'aime autant croire que les gens sont morts pour la Liberté !

L'odeur de sciure devenait sensible. Au bout du sentier, une clairière marquait la cour de la maison.

— Les gens sont morts pour rien ! dit Hélène. N'allons pas chercher maintenant ce qui les faisait vivre ; c'était souvent bien contradictoire. Des deux camarades tués sur la route, l'un était communiste internationaliste, l'autre sortait d'une école de théologie. Je n'y peux rien, c'est ainsi !... Les autres étaient aussi divers. Mais pas un, je vous le jure, ne pensait à la Liberté, ce mot de parvenu ! S'ils ont combattu en volontaires, c'est par dignité, pour ne pas avoir à rougir dans une victoire qui ne serait pas la leur ! Ils n'aimaient pas ce qu'on leur faisait faire. Et ils préféraient s'abrutir que d'avoir à penser » (pp. 66-67).

R. Ottimer

« **À** CONTRETEMPS » (bulletin de critique bibliographique), comme son titre ne l'indique pas, suit de près ce qui est édité sur l'anarchisme en général, mais pas seulement, puisque dans le n° 6 de janvier 2002, il y est question de Guy Debord et d'Attac.

Faut-il dire que ce bulletin possède une qualité d'écriture, qu'il fait preuve d'intelligence dans ses analyses et qu'il affiche quelquefois ce qu'il faut d'esprit polémique pour ne pas endormir le lecteur. En bref, l'encensoir est plutôt en veilleuse.

Une critique cependant : « À contretemps » est gratuit et n'est reçu que par quelques heureux élus selon des critères dont nous n'avons pas été informés. Fernand Gomez, un des animateurs de ce périodique confidentiel, a bien voulu accepter que l'on reproduise ce texte sur Dagerman.

L'ÉCRITURE journalistique passe rarement à la postérité. Le plus souvent à ras de terre et de circonstance, c'est son sort de ne pas durer. Elle est éphémère par définition, comme l'actualité qui l'alimente, comme le fragment d'époque qu'elle chronique. Le lendemain, c'est déjà fini, on l'oublie et sans peine, d'autant que, le plus souvent, sauf exception, le talent lui manque.

L'exception, on la trouvera très rarement. Je veux parler de l'exception qui traverse le temps, qui sort du cadre des circonstances qui ont provoqué l'écriture pour transcender le message qu'elle porte et qui, touchant profond, s'inscrit dans la durée comme vérité première. Rien à changer, se dit-on alors... « La dictature du chagrin », article que Stig Dagerman a écrit dans *Arbetaren* le 4 novembre 1950 et qui donne son titre au recueil d'écrits politiques de l'écrivain suédois qu'Agone a publié, relève indiscutablement de cette catégorie. D'entrée, cette phrase : « La semaine qui vient de s'écouler a été riche en enseignements dans la mesure où, pour la première fois, elle nous a permis de constater dans notre propre pays quelles forces effroyables se déchainent lorsque, dans une société moderne, tous les moyens d'information sont mis en même temps au service d'une seule et unique fin : organiser le chagrin, construire un mythe. » Le télescopage opère immédiatement, et ces mots — écrits plus de cinquante ans avant qu'on ne les lise pour stigmatiser le « conformisme des convenances » qu'occasionna le décès d'un monarque suédois dont on n'avait jamais entendu parler — en disent beaucoup sur les sales temps de permanente mélasse émotionnelle où nous baignons aujourd'hui. « Ce que nous venons de vivre, poursuit Dagerman, n'est rien moins que le spectacle d'une dictature à l'œuvre. » On se prend à penser, alors, à cette mort mise en mots et en images dont on nous abreuve quotidiennement et au rituel compassionnel qu'il engendre. « C'est le chagrin organisé qui est détestable, insiste-t-il, parce que, au fond, il est faux, froid et gourmand. » Entre « psychose » et « jouissance », un « peuple unanime » est sommé de suivre le cortège funèbre et de respecter les « chapelles ardentes du négoce », sous peine d'être déclaré ennemi du genre humain. Hier comme aujourd'hui.

Exemplaire, cet article est, comme les douze autres textes qui constituent ce



recueil, révélateur de cette écriture ironique et inquiète qui fait le style de Dagerman. Dans une belle postface, son traducteur, Philippe Bouquet¹, n'a pas tort de voir dans ces écrits « l'une des preuves les plus éclatantes du fait que journalisme peut rimer avec littérature — et richement, malgré les apparences ». La lecture de ces courts essais de Dagerman réconcilie, en effet, avec cette écriture de l'instant et de la concision qui, traitée comme une forme littéraire et portée par un refus de l'abstraction, prétend perturber le bel ordonnancement spatio-temporel d'un monde qu'elle soumet au questionnement.

En prenant, en janvier 1945, la direction de la page culturelle d'*Arbetaren* (*le Travailleur*), quotidien de la Sveriges Arbetaren Centralorganisation (SAC), Dagerman déclarait vouloir y écrire « sans aucune illusion mais, malgré tout, dans l'espoir de réussir, une fois de temps en temps, à troubler le calme parfait de la mare aux canards au moyen d'un pavé juste assez agressif ». Cette déclaration d'intention résume assez bien le projet qui l'anima et donne le ton de tous les textes recueillis ici. Ses pavés dans la mare, il les lancera tout aussi bien depuis les pages d'*Arbetaren* que depuis celles de la revue *40-tal* (*les Années 1940*), dont Dagerman fut co-rédacteur et qui regroupait de jeunes écrivains suédois engagés et novateurs, mais d'ailleurs aussi (*Veckojournalen, Folket i Bild, Vi, Expressen*), de partout où la liberté d'écrire lui était garantie. Ils abordent les rivages de la politique et de l'éthique, de l'illusion et de la conscience, de l'individu et du collectif, de la domestication des esprits et de l'anéantissement de l'intelligence, et le font sans crainte de déplaire ni goût pour la formule, simplement, humainement.

Perdu dans « la forêt des paradoxes », l'écrivain, indique Dagerman « ne doit pas en concevoir du désespoir », mais « se mettre à chercher les sentiers qui lui permettront d'en sortir ». « L'écrivain et la conscience »² (1945) se penche sur un des paradoxes dont Dagerman cherchera à échapper, et qu'il situe ainsi : « Lui qui ne voulait écrire que pour ceux qui ont faim découvre que seuls ceux qui ont assez à manger ont loisir de s'apercevoir de son existence ». Comment écrire sans se trahir ? La liberté de l'écrivain ne saurait, pour Dagerman, constituer un « monde à part » où l'être à part qui l'habiterait serait dispensé de s'impliquer comme témoin soli-

RADIO LIBERTAIRE



Soutenez Radio libertaire ! Pour encourager la valse des étiquettes, la carte d'auditeur vient de passer à 20 euros.

Stig Dagerman

la Dictature du chagrin et autres écrits politiques, 1945-1950

Agone, « Mémoires sociales », 2001 *

Illustration de Gilles Chapacou

daire des opprimés. Mais « comment prendre position » sans aliéner sa liberté d'écrivain, sans se nier comme inventeur de formes, sans devenir « ce chantre des masses populaires » si cher aux « marxistes doctrinaires » ? Pour Dagerman, « le conflit est insoluble » qui oppose « conscience sociale » et « conscience artistique ». Si l'écrivain ne veut pas « mourir de honte », il doit participer du combat contre l'ordre du monde, mais sans risquer la même mort en se pliant aux pauvres désirs de ceux pour qui « la poésie doit être semblable à une petite annonce passée pour vanter les mérites du monde nouveau ». Son pouvoir d'évocation, son langage, l'écrivain doit aussi les retourner contre ces révolutionnaires qui ne prennent pas la littérature au sérieux et qui refusent d'admettre que la poésie n'est pas une affaire de propagande, mais un « message » d'être à être, une vérité sans preuve, une liberté suprême, résolument inaliénable.

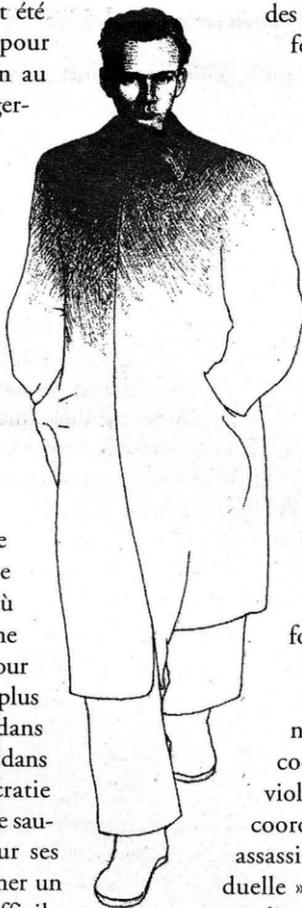
La thématique de la littérature et de l'engagement revient encore sous la plume de Dagerman dans « Le rôle de la littérature est de faire comprendre le rôle de la liberté » (1947), belle attaque contre cette société des faux loisirs qui pointe son nez et qui, d'ersatz en chimère, dénature l'idée même de liberté pour la confier aux « petits entrepreneurs du bonheur ». Cependant, la vigoureuse dénonciation d'une oppression moderne qui « élargit le gouffre entre la perfection mécanique et la liberté individuelle » a aussi pour effet, chez lui, de nourrir des craintes sur la capacité de l'homme à résister « à l'absurdité de sa propre existence », pessimisme qu'on retrouve, amplifié, dans « Le destin de l'homme se joue partout et tout le temps » (1950), texte sombre où Dagerman ne dissimule pas « des doutes quant à l'aptitude de l'homme à empêcher l'anéantissement [d'un] monde » où règne sans partage la « langue du pouvoir ». Cette métaphysique du doute, très présente chez Dagerman, opère chez lui comme un aiguillon de la conscience. Ainsi, dans « Signer ou ne pas signer » (1948), c'est la nature et la portée d'un geste qu'il interroge, celui d'apposer – ou pas – sa signature au bas d'une énième pétition en faveur d'un prisonnier, grec cette fois. S'il se résout à le faire « malgré deux bonnes centaines d'objections possibles », c'est en sachant que le pétitionnaire se paye toujours une bonne conscience à faible prix et que cette forme de protestation ne remplacera jamais « un canon ». S'il signe, c'est que quelque part un homme souffre, qu'il est seul et qu'il attend. La raison lui semble suffisante pour lui témoigner sa solidarité.

Dans une après-guerre où chacun est sommé de choisir son camp, les bons sentiments autorisent toutes les manipulations, souvent au nom de l'intérêt supérieur de la classe ouvrière, et justifient les pires crapuleries qui soient. Quatre textes de Dagerman reflètent bien le climat de cette époque. A l'occasion de l'exécution de Nikola Petkov, dirigeant agrarien bulgare, « L'affaire Petkov » (1947) lui permet de faire le point sur le « socialisme » d'Etat en se situant nettement dans le camp des victimes de la terreur. Sa position est claire, et non négociable le principe sur lequel elle repose : « Toute espèce d'oppression [...] est à ce point étrangère à la nature du socialisme qu'elle est totalement incompatible avec lui. » Quand l'ordre mondial né de Yalta s'achève, en 1947, pour céder la place à une guerre qu'on ne sait pas encore « froide », « L'ange de la paix réduit au silence » (1947) nous offre une brillante

réflexion sur cette peur qui renaît dans l'opinion et qui risque de la paralyser. Cette peur, prévient Dagerman, « il convient de ne pas la porter trop longtemps » pour éviter qu'elle ne devienne une seconde nature « et se mue en une censure collant impitoyablement ses bandeaux sur toutes les pensées interdites », car « l'art de diviser pour régner a très largement été remplacé par celui d'effrayer pour régner ». Dans « Contribution au débat Est-Ouest » (1950), Dagerman revendique la lucidité d'Orwell et affirme : « Je refuse de croire que le choix qu'on s'obstine à exiger de moi est autre que celui entre deux lieux d'exécution. » Ni d'Est ni d'Ouest, mais d'ailleurs, du camp de l'écart, du refus et de la désertion, si nécessaire : « L'être humain a le droit de quitter le navire avant qu'il ne soit trop tard... Celui qui nie ce droit est du seul côté de l'ennemi. » Pour Dagerman, il ne serait question de céder sans se trahir à la pensée caporalisée, d'où qu'elle vienne, et si « le socialisme basé sur la liberté jouit encore, pour l'instant, tient-il à préciser, de plus grandes possibilités de survie dans une démocratie bourgeoise que dans une dictature de pure démocratie populaire », une telle évidence ne saurait justifier un alignement sur ses valeurs, sauf à risquer de légitimer un système que l'on combat. Difficile exercice, on l'avouera, où la liberté de l'esprit se doit de déjouer tous les pièges de la propagande. Par exemple, la résistance au pacifisme « hypocrite » ne va pas de soi dans un monde binaire où l'obsession de la paix aimante l'adhésion à ses thèses. Dans « Bienvenue à Sheffield » (1950), c'est à l'Appel de Stockholm que Dagerman reproche de ne pas dire, « en termes clairs, quels sont les responsables de la guerre de Corée ». Ce faisant, il n'est, à ses yeux, qu'une accumulation de « formules mensongères [...] dont le véritable motif est de

taire ou de dissimuler au lieu de révéler », ce qui fait de cet appel pour la paix « l'instrument rêvé de la cause contre laquelle il déclarait lutter » et un « alibi pour la guerre de Corée ». Pour Dagerman, ceux qui, suintant de bons sentiments, s'y laissent piéger ont déjà abdié leur liberté de jugement.

Assez proche de Camus par bien des aspects, Dagerman s'en différencie pourtant par une approche plus militante de l'anarchisme. Pour lui, une sympathie libertaire d'écrivain ne suffisait sans doute pas à satisfaire son besoin d'engagement. Le très beau texte « L'anarchisme et moi » (1946) témoigne de son attachement à l'anarcho-syndicalisme. La révolution espagnole – écrit-il – a prouvé que, couplé « à une théorie économique (le syndicalisme) », l'anarchisme pouvait déboucher « sur un système de production fonctionnant parfaitement, basé sur l'égalité économique et non pas sur le nivellement mental, sur la coopération pratique sans violence idéologique et sur la coordination rationnelle sans assassinat de la liberté individuelle ». Au-delà pourtant d'une revendication affective de l'anarchisme, Dagerman, qui se veut « analyste de l'angoisse », consacre l'essentiel de son étude à démontrer que toutes les idéologies reposant sur une sur-valorisation de l'Etat portent dans leurs bagages la « ruine » et la « névrose ». Elles génèrent toutes une identité « violence psychique », dont ne sont pas exemptées les dites démocraties « de l'époque contemporaine », qui représentent, à ses yeux, « une variété tout à fait nouvelle d'inhumanité » où « la défense de l'élément humain en politique a été transformée en slogan vide de sens par une propagande



libérale qui a camouflé les intérêts égoïstes de certains monopoles sous le voile de dogmes humanitaires douceâtres ». L'anarchisme et lui seul offre, pour Dagerman, une alternative à « ce monde névrosé » et, si sérieuse lui paraît « l'objection selon laquelle l'humanité ne serait pas, qualitativement parlant, capable de faire fonctionner une société » de ce type, il y voit une raison supplémentaire pour l'« écrivain anarchiste » d'assumer son rôle de « ver de terre dans l'humus culturel ».

Les éditions Agone ont eu l'excellente idée de clore ces écrits politiques sur *Printemps français*³ (1948), admirable récit de voyage dans le Paris de l'après-guerre où Dagerman donne toute la mesure de son talent narratif en évoquant le climat d'une époque, les conditions de survie du peuple de Paris, mais aussi la trahison des espoirs de la Libération, si bien illustrée par l'histoire du capitaine Jean, un Autrichien d'origine juive, ayant combattu en Espagne avant de rejoindre la résistance française sous le nom de Jean Portal. « Il convient de ne pas se laisser aller au romantisme à propos de la Résistance », nous dit Dagerman. Il convient aussi de savoir que « ce ne sont pas toujours les destins les plus remarquables qui font les êtres remarquables ». Jean Portal fut tué sur une route de Lyon en 1944. Sa résistance contre l'occupant portait un rêve, celui qui fit la fière devise du journal *Combat* : « De la Résistance à la révolution ». Mais de révolution point, un retour à la « normale » plutôt. Dagerman ose, alors, se demander si ce sacrifice un peu vain du capitaine Jean n'eut pas, finalement, l'avantage de lui éviter de connaître « ce temps des compromissions » où il aurait eu à choisir entre la cohorte des « résistants désarmés et revenus de leurs illusions » des *Portes de la nuit*, de Marcel Carné, et les héros de Jean Meckert qui, rebaptisés *les Meurtiers* continuent leur guerre contre la trahison de leurs idéaux, au risque d'avoir les mains rouges.⁴

Comprendre le monde pour mieux le combattre. S'armer de cette connaissance pour s'y soustraire et rêver d'une autre vie. Telle est la démarche de Stig Dagerman, avec la claire conscience que « parler de l'humanité, c'est parler de soi-même » et que, « dans ce procès que l'individu tente perpétuellement à l'humanité, il est lui-même incriminé et la seule chose qui puisse le mettre hors de cause est la mort ». Il se suicidera à trente et un ans, en laissant derrière lui une œuvre dense dont ces textes offrent un magnifique exemple.

Arlette Grumo

À contretemps, n° 6, janvier 2002.

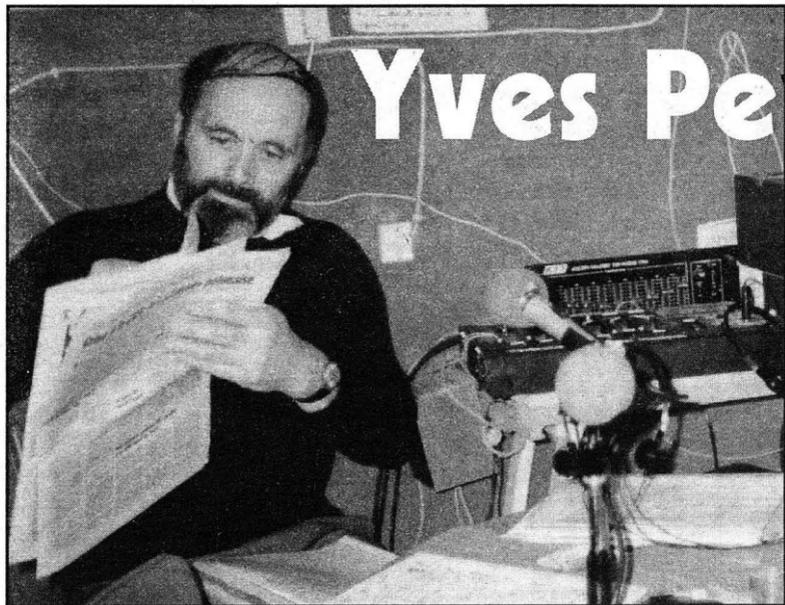
1. Spécialiste de Stig Dagerman, Philippe Bouquet est l'un des traducteurs de son œuvre. On lui doit déjà, notamment, la traduction de *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier* (Actes Sud, 1989) et d'*Automne allemand* (Actes Sud, 1989). Notons, par ailleurs, que le présent recueil est dédié à Edmond Thomas, responsable des indispensables éditions Plein Chant, pour avoir maintenu « vivant le fil nous reliant à Stig Dagerman ». Le numéro 31-32 que la revue *Plein Chant* consacra entièrement à Dagerman, en 1986, est malheureusement épuisé depuis longtemps.

2. « L'écrivain et la conscience » figurait déjà en introduction du roman de Stig Dagerman *l'île des condamnés* (Agone, « Marginales », 2000).

3. *Printemps français* avait précédemment (1988) été édité par Ludd.

4. Jean Meckert, *Nous avons les mains rouges*, Encre, 1993. Paru en 1947, le livre de Jean Meckert n'eut aucun succès critique. Le petit monde littéraire de l'époque, pas très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui, préféra s'emballer pour *les Mains sales*, du grand résistant... Jean-Paul Sartre.

* En vente à Publico



Yves Peyraut

« Jusqu'à présent, l'humanité n'a jamais manqué de ces grands cœurs qui débordaient de tendresse, d'esprit ou de volonté, et qui employaient leur sentiment, leur intelligence ou leur force d'action au service de la race humaine, sans rien lui demander en retour. »

Pierre Kropotkine,
la Morale anarchiste.

et Radio libertaire

L'homme du cinquième jour

DANS le livre qu'il a laissé¹, qui conte l'histoire de notre radio, de sa naissance jusqu'à son dixième anniversaire, Yves Peyraut précise qu'elle eut trois fondateurs. Mais bien vite, comme les fameux mousquetaires – la comparaison s'arrête là –, les trois furent quatre. Si Yves, en effet, fut absent durant les premiers instants de vie de la station, il ne devait plus s'en séparer dès lors qu'il eut mis les pieds dans ce qu'il est un peu osé d'appeler le studio, à l'époque une cave de Montmartre aménagée à la hâte, sous le local du groupe Louise-Michel.

C'était le samedi 5 septembre 1981, au soir du cinquième jour d'existence de Radio libertaire. Yves était ce soir-là l'invité surprise de la radio, qui n'émettait alors quotidiennement que de 18 à 22 heures. Il serait d'ailleurs plus conforme à la réalité historique d'écrire « invité surpris », car, victime d'un odieux stratagème, Yves s'était rendu ce soir-là au studio, sur notre invitation, pour une simple visite du lieu. Mais à 18 heures, moment fatal où s'ouvrirent les micros, nous le présentâmes comme l'invité du jour, venu nous parler de l'espéranto. Mis devant le fait accompli, mais ravi de relever le défi, Yves nous offrit ce soir-là une émission d'une qualité rare, qui connut un succès considérable, à en juger par le seul baromètre d'audience dont nous disposions alors, le téléphone, installé sur un vieux pneu, dans le lavabo, et qui ne cessa de sonner.

C'est de ce moment-là, je le pense, que date le véritable coup de foudre qu'Yves éprouva pour cette toute jeune radio, à l'avenir encore incertain et pour la survie de laquelle il s'est tant battu. Car il avait d'emblée mesuré, comme Julien quelque temps auparavant,

l'importance de ce nouvel outil pour le mouvement libertaire, et Yves fut alors de tous les combats pour le préserver et le développer.

Bien sûr, quand un ami connu depuis près de trente années disparaît, une foule de souvenirs surgissent. Je n'oublierai jamais, pour ma part, dans ce merveilleux feuilleton à rebondissements que fut l'aventure de Radio libertaire, la petite « opération commando » que nous menâmes, avec Gérard Caramaro en troisième larron, dans les beaux quartiers de Paris, au siège d'Europe 1, pour mettre un terme au parasitage de notre station par l'une de ces radios prétendument « libres » qui flairaient déjà les juteux bénéfices à tirer de l'exploitation de la bande FM.

Je n'oublierai pas non plus notre complémentarité, notre absolue confiance mutuelle, notre complicité tout au long du difficile processus de négociations qui devait mener à la reconnaissance définitive de Radio libertaire. Nous savons, bien évidemment, dans notre mouvement, que l'issue d'un combat ne dépend pas exclusivement de la qualité de ceux qu'il délègue pour négocier. Sans la pression constante, sans le soutien permanent qui se manifesta durant la longue bataille pour que vive Radio libertaire, ces négociations n'auraient sans doute pas abouti.

Il est nécessaire de rappeler à ce sujet le rôle essentiel qu'Yves joua pour nous assurer le soutien ô combien fondamental de personnalités ou d'organisations de renom, comme la Ligue des droits de l'homme, pour ne prendre qu'un exemple. Forts de cette pression, de ce soutien, de cette formidable solidarité qui dépassa d'ailleurs le cadre strict de nos frontières nationales, nous avons pu alors mener à bien cette tâche, et justice et honnêteté comman-

dent de reconnaître ici que notre ami Yves fut un négociateur hors pair. Sous des dehors conciliants, ronds, diplomatiques, il sut toujours rester ferme et droit sur les points essentiels : la reconnaissance pleine et entière de Radio libertaire, le refus des « mariages » fabriqués et autres arrangements sordides, et le maintien sur notre fréquence historique.

Sans doute est-il bon de rappeler aussi à cette occasion que nulle frontière n'existait entre ceux qui se livraient aux diverses manifestations de soutien et ceux qui négociaient.

Si nous fûmes amenés alors, contre notre gré, à fouler la moquette haute laine des locaux luxueux où officiaient les représentants et décideurs du grand peuple de gauche, nous fûmes aussi, avec Yves, de ces nombreuses actions dont il serait bien difficile de dresser la liste complète.

Un individu ne peut bien sûr se résumer qu'au seul aspect militant de sa vie, aussi important soit-il. À cela s'ajoutent les qualités d'homme, qui font qu'en dehors des combats se nouent ces liens d'amitié profonde que la mort vient un jour trancher. Yves fut pour moi l'un de ces personnages qui, lorsqu'on les côtoie, vous permettent de réfléchir, d'apprendre, de vous élever, d'occuper pleinement votre veston, comme le disait Maurice Joyeux, de vous faire homme à votre tour.

Salut Yves, et merci.

Floréal

1. *Radio libertaire, la Voix sans maître*, d'Yves Peyraut. Éditions du Monde libertaire. Disponible à Publico.

Libertaire espérantiste

EN JANVIER 1953 Yves adhère à l'association nationale mondiale SAT. C'est l'après-guerre avec le besoin naturel de tous de retrouver toutes les valeurs humaines. Yves trouvera dans cette association, des buts, une structure, un système de fonctionnement et de communication qui le feront voyager très jeune en dehors du territoire français.

Yves a donc déjà étudié l'espéranto, et les contacts directs durant des rencontres et congrès feront partie des meilleurs cours qu'il puisse recevoir. Avec sa pensée logique et rationnelle, il a trouvé un moyen d'expression mondial élaboré logiquement et rationnellement et s'en est rapidement rendu possesseur.

De hautes études brillantes de physique, puis une vie familiale prenante, Yves n'en reste pas moins actif à un niveau local et attentif au niveau international.

En mars 1977 Yves adhère à SAT-Amikaro, l'association des travailleurs espérantistes pour les locuteurs en langue française. En août 1981 à Bâle (Suisse), Yves participe durant le congrès à deux des fractions composantes de SAT : la fraction des libres-penseurs et la fraction libertaire. C'est sûrement le point de départ de son engagement total au sein du mouvement espérantiste libertaire.

Nourri des écrits de nombreux philosophes, Yves a tranché, et ses désirs d'égalité économique et sociale ne trouveront que réponses positives dans les œuvres des théoriciens anarchistes.

En septembre 1981, Yves est parmi les pionniers de Radio libertaire, et les compagnons lui demandent d'informer sur l'espéranto. Ainsi est créée Radio espéranto comme composante de R.L au même titre que Radio liberté et Radio libertaria. Radio libertaire étant donc dès les premiers mois une radio associative visant à la connaissance des activités et idées anarchistes et à l'émancipation intellectuelle et sociale.

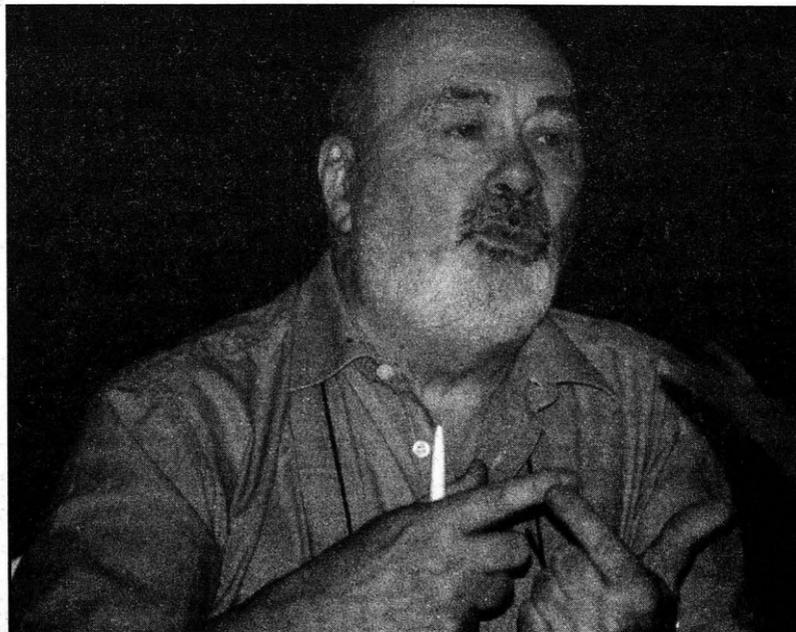
En août 1982, au congrès d'Iisalmi (Finlande) Yves fait une conférence sur l'existence, le fonctionnement de R.L et ses difficultés avec le pouvoir en place. La fraction libertaire de SAT fut aussi porteuse de nombreux soutiens de par le monde qu'a reçus R.L au plus fort de ses difficultés.

Début 1985, Yves est élu président de SAT, mais il reste avant tout un simple membre parmi les plus actifs.

En 1986, cinquante ans ont passé depuis la révolution sociale espagnole, cet événement unique au monde. Yves est auprès du groupe Sacco-Vanzetti de la FA ; le travail est d'importance. Un album sortira en cinq langues, dont l'espéranto.¹ Après la concrétisation de RL, la belle aventure du TLP Déjazet, les idées de mise en pratique restaient bien sûr un objectif et, là, Yves se donna sans compter pour l'anarchosyndicalisme au sein de la CNT.

Juillet 1987. Il y a cent ans paraissait le premier manuel d'espéranto. Il fallait être au rendez-vous, alors une bonne année auparavant Yves avait constitué une petite équipe pour travailler sur le projet d'édition en espéranto d'un numéro de la brochure *Ruta*², édité au Venezuela en espagnol mettant en relief l'évolution du mouvement espérantiste et l'intervention des libertaires dans ce mouvement ; fin 1987, le groupe Fresnes-Antony de la FA édite la brochure en français-espéranto.³

1991, on n'a pas tous les jours 10 ans, ça se chante, ça s'écrit aussi ! Yves a toujours mémorisé la vie de la radio et, sous sa plume, sort *Radio libertaire, la voix sans maître*⁴. Parallèlement est édité un recueil de seize nouvelles *Libres comme l'air...*⁵ dans lequel Yves fait paraître la sienne en bilingue. Et toujours cette même année, les éditions de brochures de SAT font paraître en espéranto un texte de la CNT-AIT : *les Résolutions du congrès de Saint-Imier*⁶ présentant les prin-



cipales idées forces de l'anarchosyndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire

L'association préconise l'utilisation d'une langue rationnelle à l'échelle mondiale pour les buts de progrès social et d'émancipation des travailleurs afin que ceux-ci soient capables de bien comparer, juger, comprendre les idées, les thèses, les tendances et par la suite être capables eux-mêmes de choisir la voie qu'ils estiment la meilleure pour se libérer de leur classe afin d'accéder au plus haut degré de civilisation et de culture.

Ce texte est une partie des statuts de SAT ; la lutte de classes est malheureusement toujours d'actualité. Puis Yves envisage une édition en espéranto de *L'Entr'aide* de Pierre Kropotkine.⁷ Après une collaboration franco-suédoise-russe le projet se concrétise en 1995.

Yves qui avait connu des ennuis de santé au début des années 1980, se trouve à nouveau confronté avec la maladie en l'année 1992 et, de fait, sur l'insistance d'amis, décide de réduire quelques activités. Donc après douze années d'émission régulière du vendredi soir couvrant non seulement l'émission de Radio espéranto, mais aussi la suivante, globalement intitulée « l'Invité du vendredi », il limite alors sa présence à raison d'une fois par mois.

Ses activités au sein de SAT restent entières et Yves s'informe, écoute, analyse et propose, puis il agit ou délègue. Son leitmotiv est : c'est celui qui dit qui s'y colle. Alors se présentent deux affaires humaines que Yves aurait aimé voir positivement solutionnées. Notre camarade amérindien Billy Waldon depuis 1986 dans le couloir de la mort à la prison de San Quentin en Californie et quatre jeunes camarades russes emprisonnés à Moscou en décembre 2000 ; dans les deux

cas, une méthodologie s'avérait indispensable, et c'est Yves qui s'y collera.

Octobre 2001, c'est un réel soulagement pour Yves, il vient de s'investir au sein du groupe parisien de SAT-Amikaro pour offrir au public, dans la galerie de l'espace Louise-Michel, une superbe exposition sur le mouvement ouvrier espérantiste international réalisée par l'institut Fritz-Hüser (institut de littérature ouvrière allemande et internationale à Dortmund) ; depuis longtemps, il désirait faire venir à Paris ce matériel déjà présenté dans plusieurs pays.

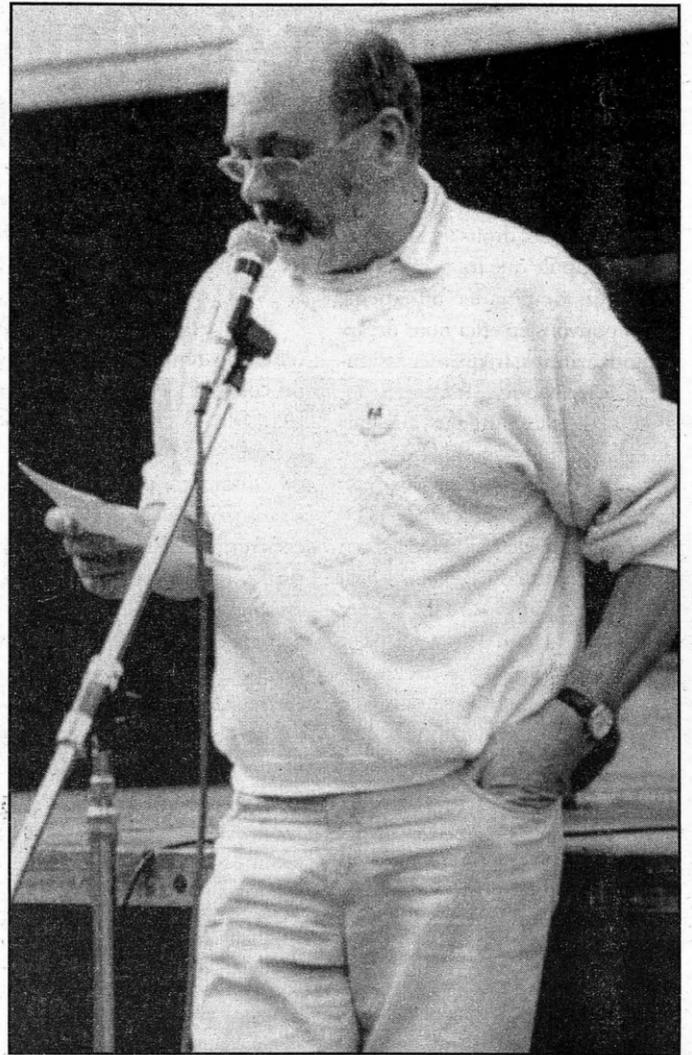
Bien sûr on peut aussi mentionner que Yves avait lancé l'idée de reprise de participation des espérantistes aux manifestations du 1^{er} mai (organisation de mai 2000) et plus près de nous les manifestations contre le sommet européen à Bruxelles, auxquelles, cas de force majeure, il ne put participer.

Il faut partout des hommes d'initiative, mais une fois l'impulsion donnée on doit mener l'entreprise non pas militairement mais par l'entente entre tous... (Pierre Kropotkine, *Autour d'une vie*).

Merci Yves.

Guy

1. *Espagne 36, Images de la révolution sociale.* Les éditions de l'Entr'aide - 1986.
2. *Ruta*, n° 17 du 1^{er} février 1974.
3. « Une langue pour tous : Espéranto », n° 34, *Volonté anarchiste*.
4. *Radio Libertaire, la voix sans maître*, éditions du Monde libertaire.
5. *Libres comme l'air...* Éditions du Monde libertaire.
6. *La rezolucioj de la kongreso de Saint-Imier*, SAT brosurervo.
7. *La interhelpo* de Pierre Kropotkin. Ed. Impeto, Moskvo.



2001, DISNEY, cent ans et bilan : le succès de Mickey, grand ambassadeur de l'Amérique autour du globe, est une réussite fabuleuse que le Saint-Esprit publicitaire n'explique pas seul. Qui se souvient du caractère impertinent, sadique, libertaire des premiers Mickey, caractère abandonné dès la fin des années 1930 ? Disney c'est en 1922 les formidables films muets *Chat botté*, *Cendrillon*, puis les *Silly Symphonies* dansées par des squelettes, enfin quelques caricatures plutôt méchantes et drôles. Son grand méchant loup libidineux, traîne la langue par terre, l'impertinente jupette de la très sexy Minnie, ras la petite culotte; plus tard, le grand méchant loup s'en va et la jupette de Minnie s'allonge. Mickey Mouse, dessinée par Ub Iwerks, scénarisée par Disney, naquit souris paysanne, petite, noire, insolente, cruelle, anthropomorphe, rongeur réduit à l'esclavage sur un bateau à vapeur, exploité par Pete – en français Pat Hibulaire ! –, gros matou obscène et tyrannique. Au fil des ans, Mickey devient citadin, bon bourgeois aimant fauteuil, travail, confort et maître de Pluto. En 1934, Donald Duck, le colérique, apparaît, rejoint par Goofy et Pluto. Victime de son succès, Mickey a déjà fait la conquête du monde là où existent des salles de cinéma.

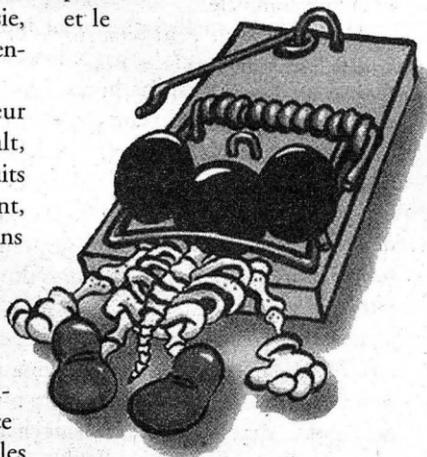
Le personnel des studios Disney, c'est six personnes en 1928, 187 en 1934, 1600 en 1940. Dans les années 50, les usines Disney produisent en moyenne seize courts métrages et un long

Qui a peur du Grand Méchant Loup ?

métrage par an. Réalisation planifiée à l'extrême dans des studios très hiérarchisés où le dogmatisme règne. Chaque postulant dessinateur doit prouver qu'il peut imiter à s'y méprendre un dessin de Walt Eliot Disney. C'est la condition d'embauche ; ensuite il travaillera à reproduire indéfiniment la vie de personnages qu'on lui impose selon des normes codifiées, à partir de la reproduction de vrais mouvements de modèles humains. Taylorisation et asepsie, loin de la stylisation folle et inventive des débuts.

Disney devient bâtisseur d'empire. Roy, le frère de Walt, développe l'industrie des produits dérivés. Finis l'épice et le piment, Mickey guimauve se confit dans le naturalisme et le synchronisme absolu, sous l'œil de la caméra multiple inventée par Disney. Morale, famille, travail, bon-dieuserie remplacent l'insolence poétique, petites fleurs et bulles de savon bientôt écrasées par le tempo des marches militaires. Gloire à la patrie ! Aidés par le gouvernement, les studios Disney, en difficulté financière, participent à l'effort de guerre et à la propagande anti-nazie, malgré les idées du patron. En effet, après la grande grève de ses studios pour meilleurs salaires et conditions de travail, en 1941, Disney auparavant démocrate et adepte du new deal versera dans le plus grand

conservatisme. Toutes ses sympathies vont à la branche la plus pro-nazie de l'extrême droite américaine. Inflexible, devant les revendications de ses employés, il refuse toute négociation et part en Amérique du Sud avec une poignée d'animateurs et de scénaristes, briseurs de grève qui feront *les Trois Caballeros*. Dès lors, il pratique l'éjection politique systématique de tout perturbateur et le



maccarthysme utilitaire. En pleine chasse aux sorcières, quand Hollywood tire sur tout ce qui est rouge, contestataire, « libéraux » et anti-américain, Disney en bonne place délatrice, témoigne parmi les premiers, qu'on a essayé de « subvertir Mickey Mouse en s'emparant de la cartoonist guild » !

L'insurgé, Stephen Bosustow (qui collabora à *Bambi*, *Fantasia* et *Blanche Neige*), ex-leader de la

grève, licencié par Disney lance en 1942 avec d'anciens collègues, l'UPA, un atelier autogéré, où les créateurs travaillent librement dans des studios leur appartenant. Bosustow démantèle la division du travail et crée des petites équipes qui travaillent spontanément aux projets par affinité. Il intègre au dessin animé le graphisme des arts plastiques modernes. C'en est fini du style en O de Disney, de son idéal de souplesse et d'harmonie, mais UPA abandonne aussi le comique des gags, franc et net comme une cadence musicale, créé par Disney et par Max Fleisher, le papa de Betty Boop. C'est un peu triste car après Tex Avery et Chuck Jones, le gag disparaît du dessin animé américain, les films avars de mouvements deviennent presque totalement inanimés. Disney par contraste réalise des films qui ne sont qu'une suite d'acrobaties qui radote indéfiniment et vide le cartoon de tout élan lyrique et fertile.

En 1966, Disney meurt. Dès lors, le studio fera du bon, *l'Étrange Noël de Monsieur Jack* de Tim Burton, du pire *Hercule*, le *Roi Lion* et des parcs d'attraction.

À Disneyland France, nombreuses grèves du personnel, ces dix dernières années. La direction offre d'être « cast members », hors convention collective du spectacle, avec des bas salaires et

impose le temps partiel aux horaires décalés. Par l'éloignement et l'amplitude horaire, elle oblige au logement en co-location, prélevée sur salaire. De plus, il faut avoir le look Disney : costume maison pour le moindre balayeur et pour tous interdiction du piercing, coupe de cheveux réglementée, etc.

2000, Disney, c'est 150 milliards de francs – calculez en euros ! – de bénéfices, 450 millions de visiteurs dont 100 millions à Marne-la-Vallée; des parcs de loisirs en France, à Tokyo, en Californie ; 2002, Disneyland Europe prévue en France, 2005 une implantation à Hongkong... côté Kultur, Disney inspire nos brillants téléradoteurs. « Qui veut gagner des millions ? » est un héritage direct des chaînes Disney.

Walt Eliot Disney, cent ans après sa naissance, prouve que ce n'est pas le grand méchant loup qui a dévoré l'artiste mais plutôt la petite sirène de son propre empire. S'il fallait faire la preuve, à l'heure de la mondialisation, des risques de triomphe absolu de la pensée unique américaine et de l'abêtissement d'une société du spectacle gangrenée par le télévisuel, les parcs de loisirs, l'industrie, la standardisation, la norme plutôt que la liberté, l'imagination, la diversité, un nom pourrait s'imposer comme symbole : Disney, preuve vivante que l'artiste créatif s'étouffe à jamais quand il succombe à la soif du pouvoir, à l'amour du profit et à la mégalomanie.

Laura de Fondu au noir

Les capitaux circulent, tous les humains pas !

L'ARTICLE 13 de la déclaration des droits de l'homme stipule que toute personne a le droit de circuler librement. Nous pouvons en effet nous déplacer tous azimuts, fréquenter assidûment les aéroports, les hôtels, les grands complexes urbains, aux frais de la firme qui nous emploie (et/ou des contribuables). Nous virevoltons à un rythme soutenu de TGV en réceptions, de vols 1^{re} classe en piscines chauffées. Nous... Quoi donc ? Cette approche de la libre circulation ne vous convient pas ? Elle ne cadre pas avec votre quotidien ? Elle fait pourtant autorité de nos jours... D'ailleurs, entre le sort des business class et la situation des autres « privilégiés » (les travailleurs) ou des « unités de stock superflu » (les exclus), peu de différences : les uns ont la liberté du marché, les autres la liberté de marcher...

Beaucoup ont tendance à oublier que ce n'est pas avant tout une prétendue nécessité « fonctionnelle » qui motive les déplacements humains, mais aussi et surtout une recherche de rencontres, d'étonnements, d'épanouissement, au sein d'une société largement ouverte, non cloisonnée. Une société dans laquelle les allées et venues ne soient pas soumises au passe-droit, au péage, au titre social, politique ou culturel sinon la qualité que confère à chacun l'humanité. Ces aspirations légitimes et immédiates, le rouleau compresseur de la compétition (dont dérive une aberrante rentabilité sociale), les broie jour après jour. À l'heure des privations à la hausse, deux tentations menacent la plupart d'entre nous : celle de baisser les bras face aux règles du jeu dominantes (je paie ou je reste chez moi) et celle de caresser un droit à la mobilité dont la mise en œuvre devient chaque jour plus illusoire. Se laisser enfermer dans cette alternative, ce serait passer à côté des possibilités qui s'offrent à nous ici et maintenant : ouvrir une brèche dans la sélection économique des passagers, manifester par la pratique notre désir de trans-

ports solidaires, accessibles à tous, indépendants des « enveloppes budgétaires » du moment ou des rêves de grandeur ministériels.

Face à cette situation, et pour tenter d'y remédier pratiquement, un collectif s'est mis place, le collectif Sans-Ticket. Le CST naît de la nécessité pour certains collectifs de chômeurs, précaires et autres « sans trop de thunes », de se rencontrer, de discuter de leur pratiques respectives et d'organiser ensemble une résistance face aux projets de lois iniques concoctés par nos dirigeants. C'est dans ce cadre que s'est lancée, le 26 octobre 1998, une campagne de droit à la mobilité pour tous. C'est-à-dire :

1. La possibilité de voyager en groupe gratuitement lors de manifestations et autres événements,
2. La possibilité de voyager individuellement à des conditions accessibles aux plus précarisés de notre société,
3. L'ouverture d'un débat public sur la mobilité en général, celle de tous les « sans » comme des autres.

Notre « arme » : la carte de droit aux transports.

Le CST fonctionne avec une structure souple et décentralisée et est activé dans des moments précis :

1. Quand on circule sur les réseaux de transports en commun ;
2. Quand on s'organise ensemble pour faire pression sur les autorités compétentes pour tenter de faire sauter les amendes. Le CST n'est pas un collectif s'occupant de la gestion des fraudes individuelles. Il tente dans le meilleur des cas que l'on s'organise collectivement afin que les amendes soient classées sans suite.

Collectif Sans-Ticket Chômeurs pas chiens

27, rue Méan 4020 Liège

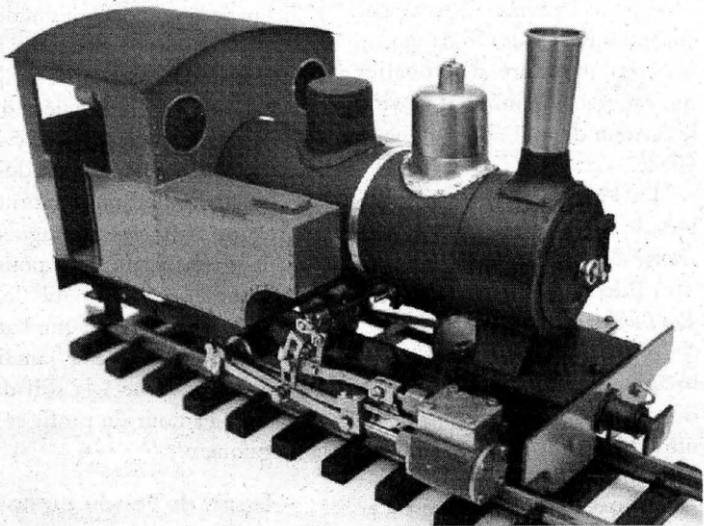
Tél. : 087 67 36 70

Centre social

167, rue de la Victoire

1060 Bruxelles

Tél. : 02 539 04 55



brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves

Maire d'alors v'la les squatters

Après plusieurs mois de bataille juridique, les squatters du 193, rue Saint-Charles ont obtenu gain de cause. Les enfants seront scolarisés dans le 15^e arrondissement... pour l'instant. Gually Dejan, le maire des habitants du 15^e (uniquement bien français) voulait attaquer le préfet, il fut débouté, mais continue de prétendre que la scolarisation n'est pas possible pour cause d'insalubrité de l'immeuble. D'abord, le préfet lui-même l'a déclaré salubre, ensuite en quoi cela peut empêcher les études des enfants ? Bataille pour l'instant gagnée, entre autres grâce au DAL. A suivre, cet été, quand les squatters seront de nouveau expulsables.

La rançon du succès

Deux proches de Pasqua ont été mis en examen dans l'affaire des otages au Liban en 1988. Rappelons les faits : trois otages, les derniers d'une longue série depuis 1985, sont libérés le 5 mai 1988. Le soir même, sur Antenne 2, Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, affirme que « pas un franc » n'a été versé. Or il semble bien que non seulement il y ait eu versement d'une rançon mais qu'en plus une partie en fut détournée. Peut-être l'argent a-t-il servi à l'achat d'un des fameux charters de M. Pasqua ?

Raids

L'aviation américaine a repris ses bombardements en Afghanistan. Prétendument pour débusquer le Mollah Omar. Et Ben Laden ? Selon certains, il est encore en Afghanis-

tan ; selon d'autres, il est en Irak, voire en Somalie. Quels sont les résultats de cette guerre ? Un pays encore plus dévasté, des lois ultra-sécuritaires, un terroriste en fuite, un régime fasciste tombé, un autre aux intentions apparemment démocratiques qu'on installe, quelques morts et la certitude que dans vingt ans on va se prendre un autre attentat sur le coin de la gueule. On ne soigne pas un mal par un autre.

« The Navigators »

Dernier film de Ken Loach, *The Navigators* raconte l'histoire d'un groupe de cheminots au moment de la privatisation dans l'Angleterre thatchérienne. Le scénario est écrit par un cheminot et certains acteurs bossent dans le rail. Fresque sociale, pris sur un ton humoristique, un visage des prolos d'Angleterre.

JG



Lycéens libertaires

« L'endoctrinement est à la démocratie ce que la coercition est à la dictature. »

Noam Chomsky

CETTE phrase de Chomsky, militant anarchiste américain met bien en évidence l'importance de la propagande dans nos régimes soi-disant démocratiques. L'école est, avec les médias, un des piliers de ce conditionnement : « la fabrication du consentement ». L'éducation civique nous rabâche, du primaire au lycée que dans nos régimes le peuple est souverain et que les citoyens sont libres car « ils élisent leurs représentants » ; comme si ces parasites étaient autre chose qu'une oligarchie, une minorité qui gouverne la masse.

Propagande et autorité : les deux fonctions de l'école

Le proviseur d'un lycée aveyronnais affirmait récemment que les professeurs doivent « dresser » leurs élèves ! L'éducation libertaire est à l'opposé de ce système carcéral. Elle ne vise pas à dresser les individus mais à former des esprits libres, critiques et autonomes. Mais elle ne peut être généralisée dans le cadre de la société actuelle. L'école s'intègre au contraire dans le fonctionnement de cette société autoritaire que nous vomissons. Elle n'est qu'une vaste entreprise de dressage visant à produire des travailleurs dociles, soumis, prêts à appliquer les ordres du patron et des citoyens passifs ayant abdiqué leur liberté et se contentant d'élire leurs maîtres tous les cinq et sept ans. Nous, libertaires, avons une tout autre conception de l'éducation mais nous savons que pour changer l'école... c'est la société qu'il faut changer. Au lycée comme ailleurs, luttons ensemble pour une alternative autogestionnaire ! Organise-toi et lutte !

Jeunes libertaires

c/o CNT, 7, rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
Téllfax : 05 61 52 86 48

Tu peux venir en discuter avec nous, échanger des idées, des expériences à nos permanences, le samedi à partir de 17 heures à notre local, 7, rue Saint-Rémésy à Toulouse ou encore à la table de presse de la CNT, à partir de 11 heures, place Saint-Sernin, devant la Bourse du travail.

Source : A-infos

Que s'est-il passé dans le Trégor ?

D U 3 au 14 novembre 2001, nous avons squatté à Guingamp un bâtiment abandonné du Crédit agricole pour en faire un lieu de vie et d'activités politiques, manuelles et festives gratuites. Au début de l'hiver, nous avons été expulsés de l'AcAB par une demi-compagnie de CRS.

« Une expulsion, une ouverture. » Nous investissons le 7 décembre la ferme du Rucaër à proximité de Guingamp. La procédure sera à peine moins rapide. Et l'expulsion est promise pour le 7 janvier 2002 [nous ignorons si elle a eu lieu, ndlr]. Le Ti Disuj (la maison insoumise) espère être une zone dans laquelle les mots autogestion, respect et solidarité soient enfin une réalité de tous les jours. EDF nous a coupé trois fois l'électricité durant les deux semaines les plus froides du mois de décembre et a porté plainte contre nous alors que l'électricité nous servait pour nous chauffer.

En conséquence, le 24 décembre, deux mille ans après la naissance de Jésus-Christ, nous avons occupé les locaux d'EDF à Guingamp en revendiquant l'arrêt des coupures, le rétablissement de l'électricité à toute personne (et cela quelle que soit la saison), le retrait de la plainte d'EDF, tout en dénonçant le nucléaire et le gaspillage énergétique. En effet, ce n'est pas parce que nous exigeons l'électricité que nous cautionnons pour autant le nucléaire français. La politique de l'État en ce domaine nous a été imposée et il n'a jamais rien fait pour favoriser l'autonomie énergétique des individus. Après deux heures d'occupation, une quinzaine de policiers entrent et tabassent violemment les occupants. Six d'entre nous se retrouvent durant 18 heures en garde à vue dans une cellule de cinq mètres carrés. Le procureur les inculpe pour séquestration des employés d'EDF alors que personne n'était séquestré. Ils passent en procès à Guingamp le lundi 25 février 2002 à 13 h 30 et risquent une peine maximale de cinq ans de prison ferme.

Contact :

FRAP, Coatiliou 22540 Louargat
Emile : squattregor@caramail.com

Un festival de résistance
à l'agression policière est prévu
du 22 au 25 février de l'an zéro deux
dans le Trégor